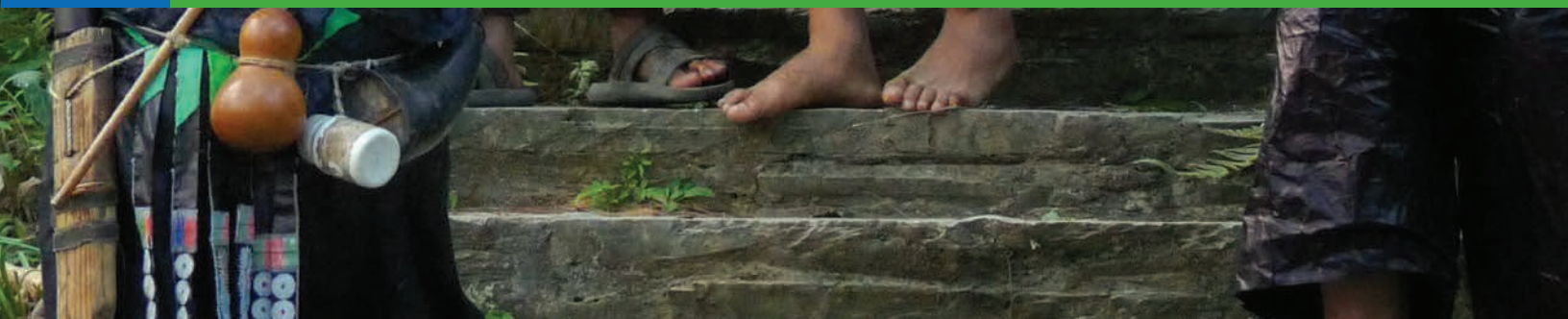




Document de réflexion sur

# Les peuples autochtones

Élaboré par le Groupe de travail des peuples autochtones du FEM









# TABLE DES MATIÈRES

30 NOVEMBRE 2011

Elaboré par le Groupe de travail des peuples autochtones sur la Politique du Fonds pour l'environnement mondial relative aux peuples autochtones (IPTF). Ce groupe est composé des membres suivants : Joenia Batista de Carvalho (Brésil), Johnson Cerda (Équateur), Herminia Degawan (Philippines), Famarck Hlawching (Birmanie), Edna Kaptoyo (Kenya), Jadder Mendoza Lewis (Nicaragua), Hindou Oumarou Ibrahim (Tchad), Saro Pyagbara (Nigéria) et Jennifer Rubis (Malaisie). Il bénéficie de l'appui du Secrétariat du FEM, du Réseau d'ONG accréditées auprès du FEM et d'Helen Tugendhat.

<b>INTRODUCTION</b> .....	4
<b>MANDAT</b> .....	5
<b>IDENTIFICATION DES PEUPLES AUTOCHTONES</b> .....	7
<b>PRINCIPES DE LA POLITIQUE</b> .....	9
 <b>PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE</b> .....	10
Droits individuels et collectifs sur les terres, les territoires et les ressources.....	10
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause .....	11
Participation pleine et entière.....	13
Connaissances, innovations et pratiques traditionnelles .....	15
Accès aux ressources et partage des avantages.....	18
 <b>MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE</b> .....	19
Mise sur pied d'un comité consultatif sur les peuples autochtones.....	19
Création d'un fonds pour les populations autochtones .....	20
Formation de spécialistes des questions autochtones au sein du Secrétariat du FEM.....	20
Mécanismes de recours et participation des organes d'experts des Nations Unies concernés par les questions autochtones .....	20
Prise en compte des questions autochtones dans les stratégies des domaines d'intervention du FEM .....	21
 <b>ANNEXE 1</b>	
Analyse comparée des politiques relatives aux peuples autochtones en place dans les Agences du FEM .....	22
 <b>ANNEXE 2</b>	
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause du GNUD.....	42
 <b>ANNEXE 3</b>	
Déclaration de Kari-Oca des peuples autochtones .....	44

Le présent document n'est pas une publication officielle du Fonds pour l'environnement. Il est destiné à stimuler la réflexion et le débat. Il faut en tenir compte lorsqu'on l'utilise et le cite. Les opinions qui y sont exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être attribuées au Fonds pour l'environnement mondial.



## Introduction

Il y a vingt ans, le FEM a été créé dans le but d'octroyer des aides aux pays en développement et en transition pour financer des projets visant la protection de l'environnement mondial et pour promouvoir un développement écologiquement durable. Suite à la fructueuse Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, souvent appelée le « Sommet sur la terre », tenue en 1992 à Rio de Janeiro (Brésil), le FEM a été restructuré et désigné comme mécanisme financier des différentes conventions issues de la Conférence de Rio. Les Conventions de Rio sont des accords relatifs à l'environnement et à l'utilisation durable des ressources de la Terre. Aujourd'hui, le FEM accorde des aides financières pour réaliser des projets dans les domaines de la biodiversité, du changement climatique, des eaux internationales, de la dégradation des sols, de la couche d'ozone et des polluants organiques persistants, des enjeux qui ont tous une incidence sur les peuples autochtones. Pendant que se tenait le Sommet de la Terre, les peuples autochtones de tous les coins du monde se réunissaient à Kari-Oca afin d'élaborer leur propre plateforme de plaidoyer sur des enjeux liés à l'environnement. La Déclaration de Kari-Oca, ci-jointe en annexe, sert de base à plusieurs des positions adoptées par les peuples autochtones dans diverses négociations internationales.

Il est tout à fait opportun qu'au moment où le FEM et les peuples autochtones se préparent pour les réunions de Rio+20, le FEM entreprenne d'élaborer un document d'orientation sur les peuples autochtones. Une politique de cet ordre est cruciale pour garantir la réalisation du mandat confié au FEM en vertu des Conventions de Rio. Les peuples autochtones tiennent également à l'élaboration d'une telle politique afin de s'assurer que leurs contributions au développement durable et à la protection de l'environnement continuent à être reconnues et encouragées. Il est aussi important de relever que le FEM a entrepris d'élaborer cette politique relative aux peuples autochtones quatre ans après l'adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, document qui précise les rôles que doivent jouer les organisations intergouvernementales, les États et les Nations Unies pour reconnaître, protéger et promouvoir de manière proactive les droits des peuples autochtones.

Les projets et programmes financés par le FEM et mis en œuvre par les États et les Agences du FEM ont eu par le passé des impacts variables et disproportionnés sur les conditions de vie et les moyens de subsistance des peuples autochtones. C'est pour remédier à ces déséquilibres et pour faire en sorte que la contribution des peuples autochtones à l'accomplissement du mandat du FEM soit reconnue qu'une politique relative aux peuples autochtones est devenue nécessaire — afin de mettre en place un cadre de collaboration entre le FEM et les peuples autochtones. Ce message a été porté par les peuples autochtones à un certain nombre de séances de consultation organisées pendant plusieurs réunions du FEM, dont l'Assemblée du FEM de 2010 et les réunions du Conseil tenues plus tard cette même année. En mai 2011, la directrice générale du FEM a pris l'engagement formel d'élaborer la politique et des représentants des peuples autochtones ont commencé à y travailler avec ferveur.

Dans le cadre du processus d'élaboration de ce document d'orientation, un Groupe de travail des peuples autochtones sur la Politique du FEM relative aux peuples autochtones a été mis en place pour produire le présent document de réflexion afin d'éclairer le Secrétariat et le Conseil du FEM dans leurs délibérations au sujet d'un document d'orientation et de formuler des recommandations clés sur le contenu et l'approche d'un tel document. Dans le cadre de discussions tenues en août 2011 au sein du groupe de travail, un projet de document complet a été finalisé et traduit pour faire l'objet de discussions régionales. Entre août et octobre 2011, des réunions régionales se sont tenues parallèlement à d'autres réunions déjà prévues, quoiqu'il n'ait pas été possible de tenir des séances de consultation dédiées à cette question en raison du manque de ressources disponibles pour financer des réunions directes. En Amérique latine, des réunions ont eu lieu à Manaus (Brésil) et à Kuna Yala (Panama). En Asie, une réunion régionale s'est tenue à Chiang Mai (Thaïlande), suivie d'une autre réunion aux Philippines. En Afrique, suite à de longues discussions par voie électronique entre les différents groupes et réseaux de peuples autochtones de tout le continent, une réunion régionale a été organisée à Nairobi (Kenya), à laquelle ont pris part des représentants de Tanzanie, du Kenya, d'Ouganda, du Nigéria et du Soudan. D'autres discussions ont eu lieu et des commentaires ont été sollicités et reçus par voie électronique dans chacune de ces trois régions, et un appel particulier a été lancé aux

membres de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones pour bénéficier de leur expertise. Enfin, l'avis de personnes originaires du Pacifique et de l'Arctique, notamment des représentants de l'Association russe des peuples autochtones du Nord (RAIPON), a été demandé et obtenu dans le but de connaître leurs points de vue et faire valoir leurs préoccupations. Tous les apports du groupe de travail ont été rassemblés et facilités par Helen Tugendhat.

Le présent document de réflexion présente, à l'attention du Secrétariat et du Conseil du FEM a) les principes sur lesquels pourrait reposer une politique relative aux peuples autochtones, notamment les principales protections et aspirations qu'il est proposé d'intégrer au document d'orientation, et b) les mécanismes nécessaires pour en assurer la mise en œuvre efficace et harmonieuse dans toute la vaste gamme de projets et d'agences du FEM. Le présent document fournit également des références à d'autres documents d'orientation qui existent et qui devraient servir de référence aux Agences du FEM dans le cadre de leurs activités de promotion des droits et intérêts des peuples autochtones, et s'inspire en partie d'une analyse exhaustive des politiques en place dans les Agences du FEM concernant les peuples autochtones (voir annexe I). Enfin, le présent document de réflexion comporte des recommandations sur les prochaines étapes de l'élaboration de la politique proprement dite. La politique vient compléter les obligations qui découlent des normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale du FEM (Conseil du FEM, novembre 2011).

Le groupe de travail tient à exprimer sa gratitude au Gouvernement suisse dont le généreux soutien a été crucial pour l'élaboration de ce document de réflexion.

## Mandat

Le FEM a pour mandat d'accorder des aides financières pour des activités visant à protéger l'environnement mondial en fournissant « des moyens de financement nouveaux et supplémentaires destinés à couvrir les surcoûts convenus de mesures visant à améliorer la protection de l'environnement mondial dans les domaines d'intervention ci-après : a) diversité biologique, b) changement climatique, c) eaux internationales, d) dégradation des sols,



essentiellement la désertification et le déboisement, e) appauvrissement de la couche d'ozone, et f) polluants persistants organiques. »<sup>1</sup> Dans tous ces domaines, les droits et les intérêts des peuples autochtones sont en jeu, et le FEM peut et doit jouer un rôle pour veiller à ce que les impacts soient positifs et obtenus autant que possible en partenariat avec les peuples autochtones concernés, et tout au moins, à ce que tout impact négatif potentiel soit atténué dans la mesure du possible.

En s'acquittant de son mandat, le FEM contribue à l'accomplissement des obligations internationales de ses États membres par le financement des projets réalisés dans ces pays, en particulier les obligations établies par la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le FEM devrait aussi jouer un rôle constructif en prenant l'initiative de contribuer au respect d'autres obligations internationales de ses États membres concernant les peuples autochtones, y compris, mais sans s'y limiter, les obligations relevant de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, de la Charte africaine et de la Convention 169 de l'OIT pour les États qui appuient ou qui ont ratifié ces instruments.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) a été adoptée par l'Assemblée générale en septembre 2007. L'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le texte, qui avait été négocié pendant plus de trente ans avec des représentants autochtones, et qui contient les normes minimales nécessaires au plein exercice des droits des peuples autochtones. L'Assemblée générale a approuvé les dispositions particulières de la Déclaration qui stipulent que :

Les organes et les institutions spécialisées du système des *Nations Unies* et d'autres *organisations intergouvernementales* contribuent à la pleine mise en œuvre des dispositions de la présente Déclaration par la mobilisation, notamment, de la coopération financière et de l'assistance technique. Les moyens d'assurer la participation des peuples autochtones à

l'examen des questions les concernant doivent être mis en place (article 41, soulignement ajouté)

Pour le FEM, l'obligation de soutenir la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones découle en partie de cette exigence de l'article 41 qui veut que toutes les organisations intergouvernementales apportent coopération financière et assistance technique. De plus, le FEM est d'autant plus tenu d'appuyer la DDPA que ses trois Agents de mise en œuvre initiaux sont aussi des institutions spécialisées du système des Nations Unies et sont donc aussi liées par l'article 42 :

L'Organisation des Nations Unies, ses organes, en particulier l'Instance permanente sur les questions autochtones, les institutions spécialisées, notamment au niveau des pays, et les États favorisent le respect et la pleine application des dispositions de la présente Déclaration et veillent à en assurer l'efficacité. (Article 42)

Au nombre des obligations internationales des pays membres du FEM figurent aussi celles qui sont établies par les Conventions au titre desquelles le FEM apporte un soutien financier. La décision de la 7<sup>e</sup> Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique stipule par exemple que : « la création, la gestion et la surveillance des aires protégées devraient se faire avec la participation pleine et entière des communautés autochtones et locales et dans le plein respect de leurs droits, conformément aux lois nationales et aux obligations internationales ». <sup>2</sup> Les obligations ainsi imposées aux États membres du FEM par ces conventions offrent au FEM l'occasion d'adapter son aide en vue de parvenir à ces résultats et de contribuer à leur réalisation.

Nous y voyons donc la raison pour le FEM de a) prendre l'initiative de soutenir les peuples autochtones dans les partenariats visant la réalisation du mandat du FEM, et b) soutenir et promouvoir la mise en œuvre de la DDPA dans les États membres. Cela

1 Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, octobre 2011, page 12. Disponible à l'adresse : [http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/publication/GEF\\_Instrument\\_2011.pdf](http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/publication/GEF_Instrument_2011.pdf)

2 Décision VII/28, Aires protégées, para. 22. Voir également Décision VII/28, Annexe, Programme de travail sur les aires protégées, But 2.2. In : *Décisions adoptées par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à sa septième réunion*. UNEP/BDP/COP/7/21, pps. 343-64. Disponible à l'adresse : <http://www.cbd.int/decisions/?dec=VII/28>

permet non seulement de satisfaire à l'obligation qu'ont les organisations intergouvernementales de favoriser l'application de la DDPA, mais aussi de mieux aider les États membres à s'acquitter de leurs propres obligations au titre des traités relatifs à l'environnement auxquels ils sont parties, et d'aider les institutions spécialisées des Nations Unies affiliées au FEM à remplir aussi leurs obligations.

Il est proposé que le FEM reconnaisse l'origine de son mandat consistant à promouvoir des partenariats avec les peuples autochtones dans le préambule de la politique envisagée. Il est proposé en particulier ce qui suit :

Le FEM reconnaît les rôles déterminants que jouent les peuples autochtones dans la gestion, l'utilisation durable et la préservation de l'environnement mondial. Le FEM cherche à faire participer les peuples autochtones en tant que partenaires égaux à l'utilisation durable et à la préservation de l'environnement mondial.

Le FEM prend également acte de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et de la demande qui y est formulée que les organisations intergouvernementales contribuent à la pleine mise en œuvre des dispositions de la Déclaration, par la mobilisation, notamment, de la coopération financière et de l'assistance technique.

Le FEM s'engage à promouvoir et à favoriser l'application des dispositions de la Déclaration, notamment en mettant en place des mécanismes visant à assurer la participation pleine et entière des peuples autochtones aux enjeux qui les concernent.

#### Bibliographie

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, septembre 2007. Instruction pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, octobre 2011

## Identification des peuples autochtones

On estime que plus de 370 millions de personnes, soit environ 5 % de la population mondiale, s'identifient comme autochtones. De nombreuses inquiétudes ont été exprimées par des peuples autochtones, faisant valoir qu'il n'appartient pas aux États de définir qui peut, et qui ne peut pas, être considéré autochtone. Le système des Nations Unies a, en guise de réponse, refusé d'élaborer une telle définition et s'appuie en pratique sur une formule d'identification des peuples autochtones qui a été proposée par José R. Martínez Cobo, Rapporteur spécial à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités dans son Étude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones<sup>3</sup>. Cette formule retient un certain nombre de caractéristiques pouvant exister au moment d'identifier les peuples autochtones, notamment la continuité historique avec les sociétés antérieures à l'invasion, une situation non dominante, l'occupation de terres ancestrales (ou d'une partie de ces terres), la spécificité linguistique et la spécificité culturelle (moyens d'existence et autres manifestations de la culture). Fondamentalement, la formule proposée par Martínez Cobo souligne le fait que l'auto-identification — qu'ils disent être — constitue un élément essentiel de l'identification des peuples autochtones et les approches d'identification de peuples autochtones devraient préserver « le droit et le pouvoir souverains de déterminer qui sont leurs membres, sans ingérence extérieure ». Cette définition pratique du terme



3 The Concept of Indigenous Peoples: Document d'information élaboré par le Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, ATELIER SUR LA COLLECTE ET LA VENTILATION DE DONNÉES RELATIVES AUX PEUPLES AUTOCHTONES, New York, 19-21 janvier 2004





« peuples autochtones » a été validée par des experts autochtones et des institutions des Nations Unies, et a fortement influencé l'élaboration d'approches semblables de la part d'institutions financières internationales et d'organismes régionaux de défense des droits humains.

Les peuples autochtones peuvent être désignés dans différents pays par des expressions telles que « tribus montagnardes », « aborigènes ou indigènes », « nationalités minoritaires », « tribus répertoriées », « minorités ethniques », « groupes tribaux », « groupes marginalisés », « groupes vulnérables », « primitifs » ou « rétrogrades », expressions qui, bien qu'elles ne soient pas tout à fait acceptables pour les peuples autochtones, sont celles que les États utilisent. Dans bien des régions d'Asie et d'Afrique, les gouvernements ne reconnaissent pas pleinement l'existence des peuples autochtones. Cette non-reconnaissance a entraîné une plus grande marginalisation des peuples autochtones et les a empêchés d'être participants et bénéficiaires de projets destinés à améliorer leur situation. Il est important que les peuples autochtones ne soient pas exclus de ces projets par manque de reconnaissance.

Le FEM reconnaît le principe de l'auto-identification comme le critère fondamental de l'identification des peuples autochtones. Aux fins de la mise en œuvre de la politique envisagée, le FEM évaluera également l'existence des autres caractéristiques suivantes qui pourraient être présentes à des degrés divers :

- Attachement collectif aux terres, ressources et territoires coutumiers et traditionnels, y compris pour les groupes dont les liens d'attachement ont été coupés par la force (BAD, BERD, PNUD, Banque mondiale)
- Antériorité d'occupation des terres et des territoires (FAO, BID, FIDA)
- Caractère distinct des institutions culturelles, sociales et économiques, pouvant s'agir, notamment, de langues, de lois coutumières et autres formes distinctives d'organisation sociale (BAD, BID, BERD, Banque mondiale, PNUD, FIDA, FAO)
- Expérience d'asservissement ou de marginalisation par rapport à la société dominante (FAO, FIDA)



## Principes de la politique

Les principes suivants sont proposés comme base sur laquelle pourrait reposer un partenariat entre les peuples autochtones et le FEM, en s'appuyant sur la politique envisagée.

- Le FEM reconnaît les peuples autochtones comme des partenaires égaux dans l'utilisation durable et la préservation de l'environnement mondial.
- Le FEM promouvra les principes énoncés dans la DDPA et à contribuer à la mise en œuvre de la DDPA, notamment par la coopération financière et l'assistance technique.
- Le FEM contribuera au respect des obligations relevant de la Convention 169 de l'OIT et d'autres obligations internationales pertinentes.
- Les activités financées par le FEM qui ont une incidence sur les peuples autochtones seront conformes aux décisions concernant les peuples autochtones prises au titre des conventions applicables (CDB, CCNUCC, CNUDL, etc.) et contribueront à la mise en œuvre desdites décisions.
- Le FEM reconnaît le droit des peuples autochtones à l'autodétermination, notamment le droit de décider du type de développement qui a lieu au sein de leurs populations et le droit sur leurs terres et territoires, conformément aux priorités et conceptions du bien-être qui leur sont propres. Le droit à l'autodétermination désigne le droit de tous les peuples à assurer librement leur développement économique, social et culturel.
- Le FEM veillera à ce que les projets financés au moyen de ses fonds ne soient mis en œuvre qu'avec le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des populations autochtones concernées.
- Le FEM promouvra et soutiendra l'élaboration de méthodes et mécanismes de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par les peuples autochtones et leurs organisations, institutions et communautés où il met en œuvre des programmes destinés à la gestion de la biodiversité, de la dégradation des sols et des changements climatiques.
- Le FEM reconnaît le droit des peuples autochtones à une participation pleine et entière, à parts égales et par l'intermédiaire de représentants qu'ils ont eux-mêmes choisis conformément à leurs propres procédures, à la définition des priorités et stratégies de projets et programmes qui les touchent directement ou indirectement.
- Le FEM mettra en place des mécanismes visant à garantir que les peuples autochtones auront la possibilité de participer pleinement à l'élaboration des politiques ou des programmes du FEM qui ont une incidence sur eux.
- Le FEM reconnaît les liens spirituels particuliers que les peuples autochtones entretiennent avec leurs terres, territoires, eaux, dont la banquise de l'Arctique et les zones maritimes côtières, et autres ressources qu'ils possèdent ou occupent et utilisent traditionnellement, y compris la biodiversité.
- Le FEM donnera la priorité aux projets visant à promouvoir et renforcer les systèmes traditionnels de planification de l'utilisation des sols et d'aménagement du territoire.
- Le FEM évitera de financer des projets pouvant avoir un impact négatif sur les terres, territoires et ressources des peuples autochtones, notamment les activités qui limitent l'accès à ces terres, territoires et ressources.
- Le FEM reconnaît l'importance des connaissances, innovations et pratiques traditionnelles et culturelles, et s'engage à promouvoir, respecter et soutenir le rôle des femmes, des aînés et des jeunes autochtones, en particulier en ce qui concerne le transfert intergénérationnel de connaissances.
- Le FEM reconnaît l'importance des formes traditionnelles et coutumières d'organisation économique et l'équilibre avec la nature qui y est représenté.
- Le FEM mettra en place des mécanismes de prévention et de réparation de tout acte pouvant avoir des incidences négatives sur les peuples autochtones.





## Principaux aspects de la politique

Un certain nombre d'aspects ont été identifiés par les peuples autochtones comme étant des enjeux politiques importants qui doivent être pris en compte dans une politique du FEM relative aux peuples autochtones. Il s'agit des enjeux les plus étroitement liés à la survie des peuples autochtones et au maintien de leurs cultures, de leurs pratiques de gestion des terres et des ressources et de leurs modes de vie particuliers.

### DROITS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS SUR LES TERRES, TERRITOIRES ET RESSOURCES

Les peuples autochtones tirent leur identité des liens spirituels particuliers qu'ils entretiennent avec leurs terres, territoires, eaux, zones maritimes côtières, dont la banquise de l'Arctique, et autres ressources qu'ils possèdent ou occupent et utilisent traditionnellement. Ces liens doivent être reconnus, respectés, protégés et maintenus.

Cependant, il arrive trop souvent que les droits des peuples autochtones sur les terres et les ressources ne soient pas reconnus, ou ne le soient que de façon minime ou inadéquate. De même, les gouvernements

peuvent restreindre les droits des peuples autochtones sur leurs terres et ressources ou les en priver pour des raisons d'accès aux ressources et de conservation. Un fait particulièrement pertinent pour le FEM est que la création d'aires protégées a servi par le passé à déposséder les peuples autochtones de leurs terres et ressources, une injustice historique reconnue par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique lorsqu'elle a décidé que « la création, la gestion et la surveillance des aires protégées devraient se faire avec la participation pleine et entière des communautés autochtones et locales, et dans le plein respect de leurs droits, conformément aux lois nationales et aux obligations internationales »<sup>4</sup>.

La CDB crée aussi les obligations de respecter, préserver et maintenir les connaissances, les innovations et les pratiques des peuples autochtones et des communautés locales (voir page 14 pour plus de détails) et traite du besoin de protéger et promouvoir l'utilisation traditionnelle ou coutumière de la diversité biologique dans son article 10c, cité intégralement ci-après :

---

<sup>4</sup> Décision VII/28, Aires protégées, para. 22. Voir également Décision VII/28, Annexe, Programme de travail sur les aires protégées, But 2.2. In : *Décisions adoptées par la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique à sa septième réunion*. UNEP/BDP/COP/7/21, pps. 343-64. Disponible à l'adresse : <http://www.cbd.int/decisions/?dec=VII/28>.



Pour garantir que les droits des peuples autochtones sur leurs terres, territoires et ressources seront pleinement protégés et mis en valeur dans les programmes de travail du FEM, il est proposé ce qui suit :

- Le FEM respecte les liens intrinsèques qui unissent les peuples autochtones à leurs terres et territoires en tant que stratégies importantes de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité, et à contribuer au renforcement et au maintien de ces liens en appuyant le renforcement des droits fonciers lorsque possible.
- Le FEM garantit la mise en place de procédures simplifiées et souples visant la reconnaissance et le renforcement des droits fonciers des peuples autochtones sur leurs terres, territoires et ressources, tenant compte en particulier de leur droit à l'autodétermination et à une participation pleine et entière à toutes les activités ayant une incidence sur leurs terres et ressources et aux décisions y afférentes.
- À leur demande, le FEM contribuera à la délimitation des terres et territoires des peuples autochtones, avec la participation pleine et entière des peuples autochtones concernés.
- Le FEM reconnaît et promeut les plans d'utilisation des sols et de gestion des ressources des peuples autochtones et le rôle qu'ont ces plans dans la conservation.
- Le FEM respecte et promeut les méthodes collectives de gestion des ressources et favorise un développement respectueux de l'identité.
- Le FEM accorde une attention particulière aux projets visant la récupération des sols dégradés, et renforce les usages coutumiers traditionnels des peuples autochtones.
- Le FEM encourage l'élaboration de programmes reconnaissant les systèmes économiques et de gouvernance autochtones dans la gestion et l'utilisation de la biodiversité et des ressources naturelles.
- Le FEM veille à ce que les projets mis en œuvre sur les territoires autochtones reconnaissent et mettent en valeur l'exercice des autorités traditionnelles, qui assurent la gestion des conditions de vie et contribuent à la réalisation des objectifs complémentaires de préservation et d'utilisation durable de la biodiversité et de gestion de l'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci.
- La gestion des questions relatives à la biodiversité et aux changements climatiques sur les territoires autochtones se fera avec la participation pleine et entière des peuples autochtones à la conception, aux négociations et à la mise en œuvre d'activités de gestion, et visera à contribuer au plan de vie des communautés.
- Le FEM reconnaît et protège l'utilisation coutumière des ressources de la diversité biologique et des pratiques traditionnelles afférentes dans tous les projets et programmes qui touchent les peuples autochtones conformément à l'article 10c de la CDB et aux obligations et instruments juridiques internationaux

- (c) Protège et encourage l'usage coutumier des ressources biologiques conformément aux pratiques culturelles traditionnelles compatibles avec les impératifs de leur conservation ou de leur utilisation durable

## CONSENTEMENT PRÉALABLE, DONNÉ LIBREMENT ET EN CONNAISSANCE DE CAUSE

Le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause découle du droit de tous les peuples à l'autodétermination et de la norme juridique internationale de non-discrimination. Le droit au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause est expressément mentionné et protégé dans

six articles distincts de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, notamment en ce qui concerne les projets ayant une incidence sur leurs terres (article 32), la réinstallation et la réduction de l'accès aux ressources (article 10), l'utilisation de connaissances traditionnelles (article 11), et les mesures administratives les concernant (article 19)<sup>5</sup>. Il fait aussi partie intégrante de l'approche du développement fondée sur les

5 Les autres articles portent sur la restitution de terres confisquées sans consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (article 28) et sur l'exigence selon laquelle aucune matière dangereuse ne doit être stockée sur les terres des peuples autochtones sans leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (article 29). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, septembre 2007.



droits humains, laquelle est nécessaire pour assurer la participation pleine et entière des peuples autochtones à des projets et programmes. L'appropriation des projets par les peuples autochtones est ainsi assurée.

Ce principe a également été adopté comme condition minimale dans le cadre de la Politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale des Agences [Entités partenaires] du FEM dans certaines circonstances, notamment dans le cas de projets impliquant le déplacement des peuples autochtones de leurs terres et territoires traditionnels et coutumiers lorsque le gouvernement du pays en question a ratifié la Convention 169 de l'OIT. Bien que cette application du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause soit beaucoup trop restreinte et d'une portée limitée, elle traduit néanmoins la reconnaissance par le FEM du fait que le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause est de plus en plus accepté au niveau international comme une condition

minimale à remplir lorsqu'on travaille avec des peuples autochtones. Il y a largement matière à ce que le FEM appuie et encourage l'application du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause dans les projets qu'il finance, même dans les limites strictes fixées par les normes de sauvegarde environnementale et sociale.

Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause est un processus de collaboration et de partenariat avec les peuples autochtones visant à garantir que toute initiative de développement proposée ne se réalise qu'avec la pleine participation et le libre consentement des peuples concernés. Cela implique nécessairement la possibilité de ne pas accorder de financement si le consentement n'est pas donné librement. Un processus de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause a toutefois pour but de permettre, favoriser et concrétiser la mise en place de partenariats d'égal à égal dans les processus de développement. Il s'agit d'établir un dialogue et une relation de confiance le plus tôt

Il est proposé que la politique relative aux peuples autochtones garantisse que les membres et Agences du FEM demanderaient le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones à tous les projets et programmes réalisés sur les territoires des peuples autochtones et à leur intention. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, le FEM devra promouvoir et soutenir l'élaboration de méthodes de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par les peuples autochtones associés aux projets financés par le FEM ou qui en subissent les effets.

Pour favoriser l'élaboration de méthodes de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, le FEM encouragera les organismes partenaires à adopter les principes d'engagement suivants :

- Afin de favoriser l'engagement et la participation des communautés autochtones et locales concernées, il convient d'identifier des experts locaux, de reconnaître leurs compétences et de les mettre à profit le plus tôt possible dans la conception, la préparation et la mise en œuvre de projets.
- Les bénéficiaires de l'aide financière du FEM devront assurer le renforcement des capacités des communautés et organisations autochtones en vue de favoriser et soutenir leur participation effective à la conception, la planification et la mise en œuvre de programmes.
- Les bénéficiaires de l'aide financière du FEM devront prévoir des délais suffisants pour permettre le bon fonctionnement des procédures décisionnelles des peuples autochtones, en particulier dans le cas de peuples autochtones habitant des régions éloignées ou oubliées, qui ont peu d'expérience en la matière.
- Les bénéficiaires de l'aide financière du FEM devront mettre en place des mécanismes visant à s'assurer que les décisions des peuples autochtones concernant les projets et les programmes sont intégrées dans la structure des projets/programmes correspondants et mises à la disposition des peuples autochtones concernés et de leurs autorités.
- Le FEM facilitera la mise en place de processus et de programmes visant à former les responsables de projet et les dirigeants à la gestion de processus de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et à la mise en œuvre de projets concernant les peuples autochtones et leurs territoires.



possible dans le cycle de préparation d'un projet, et il faut que toutes les parties concernées s'efforcent de bonne foi d'examiner toutes les solutions possibles. On trouvera à l'annexe 2 une ligne directrice au sujet du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, tiré des Lignes directrices du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUMD).

Aux fins de l'élaboration d'une politique du FEM sur les peuples autochtones, il convient aussi de mentionner que quatre des huit Agences du FEM qui disposent d'une politique relative aux peuples autochtones l'ont soit élaborée ou mise à jour depuis l'adoption de la DDPA. Ces quatre politiques prévoient toutes, à différents degrés, des garanties relatives au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause. De plus, le Groupe de la Banque mondiale a aussi élaboré une Norme de performance relative aux peuples autochtones applicable à son institution chargée des opérations avec le secteur privé, la Société financière internationale, et qui exige aussi le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones pour certains types de projets.

## PARTICIPATION PLEINE ET ENTIÈRE

*« Dans le droit fil de l'évolution du mouvement des peuples autochtones pour la reconnaissance de leurs droits fondamentaux, qui sont maintenant reconnus dans la DDPA, il n'est plus justifié ni acceptable que les États prennent des décisions concernant les peuples autochtones sans leur « participation pleine et entière »<sup>6</sup>*

Un partenariat entre les peuples autochtones et le FEM doit reposer sur une relation de confiance fondée sur une participation, une communication et un engagement pleins et entiers. La participation pleine et entière des peuples autochtones aux décisions et actions ayant une incidence sur leur vie,

leurs moyens de subsistance et leurs territoires constitue un principe bien établi de bonne pratique du développement, ainsi qu'un principe immuable du droit international. La DDPA, la Convention 169 de l'OIT et les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits humains assurent la protection de ce principe fondamental, qui est aussi reconnu dans les politiques relatives aux peuples autochtones de nombreuses Agences du FEM (PNUD, FAO, FIDA, BID, voir annexe 1).

Un des défis que pose la prise en compte de ce principe dans les activités du FEM, c'est de comprendre ce qu'on entend par « participation pleine et entière ». Le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (MEDPA) a récemment publié son *Rapport final sur l'Étude sur les peuples autochtones et le droit de participer à la prise de décisions*, et y présente une liste des caractéristiques d'une véritable ouverture à la participation pleine et entière, signalant qu'elle :

- Permet et renforce la participation des peuples autochtones à la prise de décisions
- Permet aux peuples autochtones d'influer sur les décisions qui les concernent
- Réalise le droit des peuples à l'autodétermination
- Comporte, selon les circonstances, des procédures et/ou des processus de consultation solides permettant d'obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones

Ces caractéristiques devraient guider la mise en place de mécanismes visant à promouvoir la participation pleine et entière des peuples autochtones à différents aspects des activités menées dans le cadre du FEM.

### Participation au cycle de projet

Parmi les modifications apportées à la fiche d'identité de projet en 2010 se trouve l'ajout d'une nouvelle section visant spécifiquement à demander des informations sur la participation des peuples autochtones à chaque projet. De plus, la décision du Conseil prise en novembre 2010 exigeait qu'un plan de participation des parties prenantes soit intégré dans le descriptif complet du projet avant que celui-ci ne soit approuvé par le directeur général.

Les peuples autochtones visés ou touchés par un projet financé par le FEM devront être présents à toutes les étapes du cycle du projet. À cet égard, le FEM invitera des représentants de ces communautés

<sup>6</sup> Allocution d'ouverture, Forum international autochtone sur la biodiversité (FIAB), Septième réunion du Groupe de travail chargé d'examiner l'application de l'article 8 (j) et des dispositions connexes de la Convention sur la diversité biologique (WG8j-7), Montréal, Canada, 31 octobre 2011. Disponible en anglais à l'adresse : [http://ccmin.aippnet.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=739:international-indigenous-forum-on-biodiversity-opening-statement&catid=1:news](http://ccmin.aippnet.org/index.php?option=com_content&view=article&id=739:international-indigenous-forum-on-biodiversity-opening-statement&catid=1:news)

à participer à la préparation du projet. Ces représentants devront être choisis par leurs communautés conformément à leurs propres procédures. La participation directe de représentants des communautés permettra de définir les voies et les méthodes les plus appropriées pour la consultation et la participation des communautés. Les membres des communautés devraient avoir accès aux informations dans leurs propres langues. La conception, la mise en œuvre et l'évaluation des projets tiendront compte des spécificités socio-économiques et culturelles des communautés autochtones visées ou touchées par les projets. Les modalités de mise en œuvre des projets doivent favoriser la participation directe des communautés autochtones à la gestion des ressources. Lorsque nécessaire, les projets devront comporter des mesures de renforcement des capacités afin de permettre aux organisations autochtones d'assumer le contrôle effectif des ressources devant être investies dans leurs communautés. Les projets devraient contribuer à la consolidation des organisations autochtones au niveau local et territorial.

#### **Participation au suivi-évaluation**

Plusieurs projets en cours ne disposent pas d'indicateurs appropriés pour mesurer le niveau de réussite sur le plan des moyens de subsistance des peuples autochtones ciblés. Dans les projets futurs, les systèmes de suivi-évaluation devraient inclure de tels indicateurs partout où ils sont nécessaires. Il est possible de définir des indicateurs permettant de mesurer le bien-être, la pauvreté et la durabilité d'une manière adaptée aux peuples autochtones en s'inspirant du travail mené actuellement par d'autres organisations pour compléter les indicateurs conventionnels de résultats et d'impact des projets.

Les mécanismes de suivi-évaluation devraient être participatifs et adaptés afin de rendre compte des perceptions et des points de vue des peuples autochtones. Cela peut se faire au moyen d'études indépendantes de suivi-évaluation menées auprès des peuples autochtones pour recueillir leurs opinions et perceptions au sujet de l'avancement des plans et des programmes. Le suivi-évaluation participatif devrait faire partie des activités courantes des projets et servir de mécanisme d'orientation permettant de cerner les problèmes et de définir les mesures d'adaptation qui s'imposent. Il faut veiller particulièrement à permettre aux communautés d'accéder facilement et rapidement aux résultats du

suivi-évaluation. Les succès seront consignés dans des documents à l'aide de méthodes d'évaluation rigoureuses et adaptées, notamment des méthodes participatives, et seront diffusés au sein de chaque pays et auprès des partenaires du FEM.

#### **Soutien à la participation des peuples autochtones aux processus des Conventions**

Dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique, un soutien est actuellement assuré par l'entremise d'un fonds à contributions librement consenties pour la participation des peuples autochtones aux travaux de la Convention. Ce fonds dépend toutefois de la régularité des contributions versées librement.

Avec la reconnaissance des connaissances traditionnelles dans le cadre de la CCNUCC et de la CNUDL et de la nécessité de soutenir les communautés locales (articles 16c et 17 de la CNUDL et Cadre de Cancún pour l'adaptation et discussions en cours sur la REDD dans le cadre de la CCNUCC), il s'avère nécessaire de promouvoir encore davantage la participation des peuples autochtones à ces processus. Le FEM devrait collaborer avec les secrétariats de la CDB, de la CCNUCC et de la CNUDL à la mise en place de mécanismes plus solides à long terme destinés à financer la participation des peuples autochtones aux travaux des Conventions.

#### **Facilitation de dialogues entre les points focaux DU FEM, les points focaux des Conventions et les peuples autochtones**

Depuis l'adoption en 2007 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, des organisations multilatérales et internationales ont entrepris des processus d'évaluation et d'alignement de leurs politiques. Le cadre des politiques concernant la reconnaissance des questions autochtones est en constante évolution.

Compte tenu de ces changements continuels et afin de renforcer la participation positive des peuples autochtones aux projets et programmes du FEM, il est recommandé d'organiser régulièrement des dialogues entre les points focaux du FEM, les points focaux des différentes Conventions et les représentants des peuples autochtones à l'échelle nationale. Ces réunions seront d'une importance capitale au début du cycle de financement quadriennal du FEM.

Les résultats de ces réunions dépendront en partie des inquiétudes, des intérêts et des besoins des



À cet effet, le FEM devrait soutenir la promotion de la participation pleine et entière des peuples autochtones de la manière suivante :

#### **Programmation du FEM**

- Favoriser la participation directe et concrète des peuples autochtones aux programmes et activités du FEM en cours et à venir ayant une incidence sur les peuples autochtones. Contribuer à la création d'environnements propices à la participation des peuples autochtones à la conception, à l'exécution et à l'évaluation des politiques et programmes qui les concernent et/ou les touchent.
- Soutenir la participation pleine et entière des peuples autochtones aux processus nationaux et régionaux de planification de l'emploi et de l'affectation des fonds du FEM
- Soutenir la mise en place de groupes consultatifs autochtones pour les projets et les programmes ayant une incidence sur les peuples autochtones

#### **Participation au niveau des projets**

- Soutenir leur participation pleine et entière à l'établissement d'états de référence de l'environnement social et culturel dans les évaluations d'impact social et environnemental des projets
- Soutenir leur participation pleine et entière aux processus de suivi-évaluation, y compris à la définition d'indicateurs mesurables

#### **Participation à la mise en œuvre des Conventions**

- Favoriser leur participation concrète à des aspects stratégiques clés en rapport avec le mandat du FEM, notamment dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

peuples autochtones dans le pays concerné. Cette participation devrait favoriser la prise en compte des préoccupations autochtones dans tous les aspects du financement et de la mise en œuvre des Conventions, mais aussi permettre de passer en revue les cycles de financement antérieurs et de fixer des objectifs de participation des peuples autochtones aux projets du FEM, et aux mécanismes de mise en œuvre des Conventions.

#### **Propositions pour la politique du FEM relative aux peuples autochtones**

La politique du FEM relative aux peuples autochtones devrait reconnaître le droit des peuples autochtones à une participation pleine et entière à toutes les décisions concernant leur vie, leurs terres, leurs ressources et leurs moyens de subsistance, et notamment leur droit d'exercer des fonctions décisionnelles au sein des projets et programmes qui ont une incidence sur eux. Dans le contexte des projets financés par le FEM, il est particulièrement important d'assurer leur participation à l'établissement d'états de référence de l'environnement social et culturel, à la réalisation d'évaluations d'impact social et environnemental, à toutes les

étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets et au suivi-évaluation, y compris à la définition d'indicateurs de suivi.

### **CONNAISSANCES, INNOVATIONS ET PRATIQUES TRADITIONNELLES**

La politique du FEM doit reconnaître que les connaissances traditionnelles se sont développées au fil des siècles et que les familles et communautés autochtones en sont les dépositaires depuis des générations ; il est nécessaire de faire valoir que ces connaissances représentent une contribution particulière des peuples autochtones. Des communautés autochtones ont été victimes de biopiraterie. Des chercheurs ont soutiré des connaissances aux dépositaires de ces connaissances sans prévoir aucun mécanisme de partage des avantages.

Le recours aux connaissances autochtones traditionnelles peut renforcer considérablement la conception des projets, sous réserve, bien entendu, du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des dépositaires de ces connaissances, et devrait être reconnu comme



une contribution précieuse à la réalisation du mandat du FEM. À titre d'exemple, dans les projets de reboisement, il conviendrait de recourir aux connaissances autochtones en matière de biodiversité pour restaurer les écosystèmes plutôt que de créer des plantations ou de planter des bosquets d'arbres non indigènes. Ces connaissances peuvent concerner notamment la régénération de plantes médicinales essentielles et de plantes à usage ménager dans la forêt. Le fait d'assurer la transmission de ces connaissances aux nouvelles générations fait partie de toute démarche de promotion de ces connaissances et les projets devraient contribuer à le faciliter et le renforcer, lorsque possible et sous réserve du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des communautés. Cette conception du rôle des connaissances et innovations traditionnelles contribue à l'instauration d'un nouveau paradigme de la préservation de l'environnement pour Rio+20.

La Convention sur la diversité biologique reconnaît l'importance des connaissances et innovations autochtones pour la « conservation in situ » à l'article 8(j), qui mérite d'être cité en entier :

- (j) Sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques<sup>7</sup>.

Force est de relever que la CDB traite de la nécessité d'assurer aussi bien le respect et le maintien des connaissances, innovations et pratiques que la protection de ces connaissances contre une utilisation inéquitable (ou le vol).

---

7 Convention des Nations Unies sur la diversité biologique, article 8(j)



Il est proposé que le FEM accorde une attention particulière aux projets visant à promouvoir les connaissances traditionnelles tout en veillant à ce que les dépositaires de ces connaissances, notamment les femmes autochtones, soient respectés et que leurs droits sur leurs connaissances, innovations et pratiques intellectuelles et culturelles soient protégés. Il convient également de renforcer les projets qui contribuent à la transmission de ces connaissances aux nouvelles générations.

- Le FEM reconnaît et respecte les connaissances traditionnelles que possèdent les peuples autochtones ainsi que leurs formes de propriété et modes de transmission des connaissances.
- Les projets du FEM devront favoriser le recours aux experts traditionnels et aux guérisseurs traditionnels dans la réalisation des activités concernant les connaissances traditionnelles.
- Le FEM doit garantir l'intégration du rôle des femmes autochtones en tant que gardiennes des connaissances traditionnelles dans tous les projets liés aux connaissances traditionnelles.
- Le FEM encouragera, dans le cadre de projets qu'il finance, le respect des meilleures pratiques internationales en matière d'utilisation des connaissances traditionnelles, et le partage équitable des avantages qui en découlent.
- Tous les projets de création ou de substitution de moyens de subsistance ou de sources de revenus durables devraient s'appuyer sur les connaissances autochtones existantes plutôt que de tenter d'introduire de nouveaux systèmes agricoles ou horticoles.
- Le FEM veillera à promouvoir et soutenir les projets et programmes favorisant la préservation et le développement de connaissances et innovations traditionnelles qui contribuent à la conservation, à l'utilisation durable de la biodiversité, à l'atténuation des effets du changement climatique et à la protection des sols en accord avec l'article 8j de la CDB et les instruments et obligations internationaux connexes.

Références et directives pour les projets financés par le FEM

Code de conduite éthique Tkarihwaïé:ri propre à assurer le respect du patrimoine culturel et intellectuel des communautés autochtones et locales.\*

Akwé:Kon : Lignes directrices facultatives pour la conduite d'études sur les impacts culturels, environnementaux et sociaux des projets d'aménagement ou des aménagements susceptibles d'avoir un impact sur des sites sacrés et sur des terres ou des eaux occupées ou utilisées traditionnellement par des communautés autochtones et locales\*\*

\* <http://www.cbd.int/decision/cop/?id=12308>

\*\* <http://www.cbd.int/doc/publications/akwe-brochure-en.pdf>



À cette fin :

- Les programmes financés par le FEM devront prendre des dispositions pour assurer un partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de toutes les formes de ressources se trouvant sur les terres et territoires autochtones et n'y donner suite qu'avec le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones concernés.
- Les activités financées par le FEM doivent reconnaître que les peuples autochtones jouissent de droits inaliénables s'agissant de l'accès à leurs ressources génétiques, ainsi que de l'utilisation, l'échange ou le partage de ces ressources pour le maintien de leurs systèmes de subsistance conformément à leurs pratiques et lois coutumières acquises au fil des générations, et du droit de bénéficier collectivement de l'utilisation de leurs ressources génétiques.
- Les activités financées par le FEM veilleront à ce que l'accès aux ressources génétiques, aux connaissances ou aux technologies traditionnelles des peuples autochtones ne soit permis qu'avec le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des peuples autochtones concernés, en mettant particulièrement l'accent sur la participation des femmes au processus décisionnel.
- Les activités financées par le FEM n'appliqueront aucune forme de protection des droits de propriété intellectuelle sur les ressources génétiques, les connaissances, innovations, pratiques ou technologies traditionnelles sans le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par les peuples autochtones concernés.
- Les activités financées par le FEM n'auront accès aux innovations, pratiques, connaissances ou technologies des peuples autochtones que sur la base d'engagements de partage des avantages visant à apporter une contribution économique aux peuples autochtones concernés en vue de la régénération et la préservation de la ressource biologique et du maintien des innovations, pratiques, connaissances ou technologies auxquelles elles souhaitent avoir accès.
- Les activités financées par le FEM devront reconnaître que les peuples autochtones ont le droit de refuser l'accès à leurs ressources génétiques, connaissances, innovations, pratiques et technologies traditionnelles, notamment lorsqu'un tel accès est de nature à nuire à l'intégrité de leur patrimoine naturel ou culturel.
- Les activités financées par le FEM veilleront à ce que les ressources génétiques soient utilisées à des fins conformes aux conditions en vertu desquelles elles ont été acquises.
- Le FEM veillera à ce que tout accès à des ressources génétiques et culturelles traditionnelles et toute utilisation de ces ressources par des projets qu'il finance sans le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause par leurs propriétaires soit considéré non valide, et il assurera des recours appropriés (voir également Mécanismes de mise en œuvre, p. 19).
- Le FEM veillera également à ce que tout transfert à des tiers de ressources génétiques (y compris leurs dérivés) ou de connaissances, innovations, pratiques ou technologies traditionnelles des peuples autochtones ne soit permis qu'avec le consentement des peuples concernés.

#### Bibliographie

Lignes directrices de Bonn sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages résultant de leur utilisation.  
Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la Convention sur la diversité biologique.

## ACCÈS AUX RESSOURCES ET PARTAGE DES AVANTAGES

La protection des ressources des peuples autochtones ne devrait pas se limiter à la protection des ressources culturelles, intellectuelles et génétiques. La conception de l'accès aux ressources et aux avantages découlant de leur utilisation

préconisée dans la politique proposée devrait plutôt englober toutes les ressources qui se trouvent sur les terres et territoires des peuples autochtones. Le FEM devrait aussi favoriser en tout temps le partage équitable des avantages, selon des conditions définies d'un commun accord, pour l'utilisation de toutes les ressources se trouvant sur les territoires et les terres des peuples autochtones.



## Mécanismes de mise en œuvre de la politique

L'expérience des Agences du FEM démontre clairement que des mécanismes et dispositifs institutionnels précis, bien financés et mutuellement acceptables sont nécessaires pour assurer efficacement la promotion et la protection des droits et des intérêts des peuples autochtones. Il existe un large éventail d'approches qui ont été adoptées par les Agences du FEM, en fonction en partie des principaux objectifs de chacune d'entre elles. Les institutions principalement financières comme la Banque mondiale s'appliquent essentiellement à intégrer toutes les exigences des politiques aux cycles normaux de gestion des projets et n'ont donc pas de budgets distincts, et n'ont jamais eu par le passé de dispositifs institutionnels de consultation des peuples autochtones<sup>1</sup>. Les institutions des Nations Unies, par contre, ont mis en place des politiques visant en grande partie à promouvoir ou orienter leurs interventions auprès des peuples autochtones et ont été plus rapides à mettre en place des mécanismes de conseil ou de consultation auprès des représentants et organisations autochtones.

Cependant, dans le cas des deux types d'organismes, la collaboration avec les peuples autochtones s'est renforcée et a pris un caractère plus institutionnel au cours des dix dernières années. Quelques exemples en sont la formation de spécialistes des questions autochtones au sein des services du siège (Banque mondiale, PNUD, BID, BAD) et l'élaboration de politiques ou de stratégies proactives en faveur tout particulièrement des peuples autochtones (BID, FIDA, BAD, PNUD, FAO).

Ce type de collaboration a contribué à renforcer l'efficacité des processus décisionnels et à accroître la participation des peuples autochtones aux projets et programmes conçus dans ce cadre. Pour favoriser cette collaboration, la politique du FEM devrait prévoir la mise en place de mécanismes appropriés de mise en œuvre de la politique. Partant d'expériences et d'évaluations antérieures de

l'efficacité des mécanismes en place, il est proposé au FEM de :

- A. Mettre en place un Comité consultatif des peuples autochtones chargé de fournir des avis au Secrétariat et au Conseil sur des questions relatives à la mise en œuvre de cette politique
- B. Recruter et former des spécialistes des questions autochtones au Secrétariat du FEM, et créer notamment un point de communication et d'accès direct pour les peuples autochtones au sein du Secrétariat.
- C. Mettre en place et administrer, par l'entremise d'une Agence du FEM, une voie de financement direct pour les organisations de peuples autochtones.
- D. Mettre en place un mécanisme de recours composé de représentants autochtones et d'Agences du FEM aux niveaux local, national et international.

### MISE SUR PIED D'UN COMITÉ CONSULTATIF DES PEUPLES AUTOCHTONES

Il est proposé que le FEM mette en place un Comité consultatif des peuples autochtones au niveau international. Ce Comité consultatif aurait pour mandat de a) fournir sur demande des avis au Secrétariat sur des questions relatives aux aspects techniques, aux projets ou aux politiques ; b) fournir des avis au Conseil au sujet de la mise en œuvre de cette politique ; et c) favoriser un dialogue permanent entre les peuples autochtones et le Fonds pour l'environnement mondial. Une Agence du FEM devrait assurer les services de secrétariat.

Le processus de sélection des membres de ce comité consultatif sera mené par des autochtones et fera intervenir des représentants provenant des régions suivantes : Afrique, Asie, Amérique centrale et du Sud et Caraïbes, Arctique, Europe centrale et de l'Est, Fédération de Russie, Asie centrale et Transcaucasie, Amérique du Nord, Pacifique (il s'agit là des régions utilisées pour la sélection des membres de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, et cette liste est considérée plus représentative de la diversité mondiale que les points focaux couramment utilisés de l'Asie, l'Amérique latine et Caraïbes et l'Afrique).

De plus, il convient de renforcer et de systématiser la participation des peuples autochtones au Conseil du FEM en mettant en place un conseil consultatif

<sup>1</sup> Ceci est en train de changer avec la récente instauration d'un « Dialogue de haut niveau entre la Banque mondiale et les peuples autochtones », qui pourrait éventuellement remplir une fonction consultative. Il est trop récent pour qu'on puisse en évaluer l'efficacité.

autochtone composé de représentants autochtones choisis par les peuples eux-mêmes et qui soit indépendant de la participation des ONG.

## CRÉATION D'UN FONDS POUR LES PEUPLES AUTOCHTONES

Afin de soutenir et promouvoir la mise en œuvre de cette politique, le FEM mettra en place un mécanisme de financement direct pour les peuples autochtones visant à soutenir les projets locaux, nationaux et régionaux conçus par des peuples autochtones. Ce fonds pourrait être administré par une Agence du FEM, et le Comité consultatif des peuples autochtones pourrait aider à sa mise en place.

Le Fonds serait géré par un conseil d'administration comprenant des représentants de peuples autochtones.

Si la mise en place d'un tel fonds n'est pas possible à court terme, en raison de la lourdeur des formalités administratives ou faute de soutien financier de la part des pays donateurs, il conviendrait d'envisager d'autres modalités de financement qui permettraient d'apporter un soutien suffisant aux types de projets définis dans la politique. Il pourrait s'agir d'un fonds d'aide destiné spécifiquement aux peuples autochtones dans le cadre du Programme de microfinancements du FEM/PNUD, qui serait lié à la mise œuvre du document d'orientation, ou d'autres modalités selon qu'il convient.

## FORMATION DE SPÉCIALISTES DES QUESTIONS AUTOCHTONES AU SEIN DU SECRÉTARIAT DU FEM

Il est nécessaire de renforcer la capacité du Secrétariat du FEM à répondre efficacement aux préoccupations des peuples autochtones aux différents niveaux de la conception, de la mise en œuvre et du suivi-évaluation des projets. Les fonctions d'orientation et d'aide à la mise en application d'une telle politique devraient relever d'un nouveau poste au sein du Secrétariat du FEM de spécialiste de programmes ayant une expertise dans les questions relatives aux peuples autochtones, qui pourra consolider les processus de renforcement des capacités et assurer la mise en œuvre. Le spécialiste de programmes devrait aussi fournir des avis et des orientations au médiateur du FEM sur les questions autochtones qui lui sont soumises. Le spécialiste de programmes devrait ressortir d'un

peuple autochtone et avoir une capacité avérée à soutenir la participation des peuples autochtones.

Un programme interne de renforcement des capacités liées aux questions autochtones devrait être conçu et mis en œuvre au plus tôt. Le renforcement des capacités devrait être élargi à tous les membres du secrétariat et leur permettre de comprendre les droits des peuples autochtones et les questions les touchant et de savoir comment les intégrer à leurs responsabilités. Il faudrait affecter des ressources humaines et financières suffisantes au renforcement des capacités internes.

## MÉCANISMES DE RECOURS ET PARTICIPATION DES ORGANES D'EXPERTS DES NATIONS UNIES CONCERNÉS PAR LES QUESTIONS AUTOCHTONES

Pour traiter les infractions, ou les manquements, à des dispositions essentielles de la politique portant sur les droits des peuples autochtones, un mécanisme de recours devrait être mis en place afin de se pencher sur la question et offrir des voies de recours. Cette procédure devrait être clairement définie par les parties prenantes et leur être facilement accessible.

Il est important que les représentants des peuples autochtones jouent un rôle dans ce processus, ce qui pourrait se faire notamment en sollicitant la contribution des trois mécanismes spécialisés des Nations Unies que sont l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (MEDPA) et le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones (RSPA). Cette démarche peut être facilitée en intégrant au processus des représentants des organes mentionnés choisis par eux-mêmes ou en leur donnant un rôle consultatif.

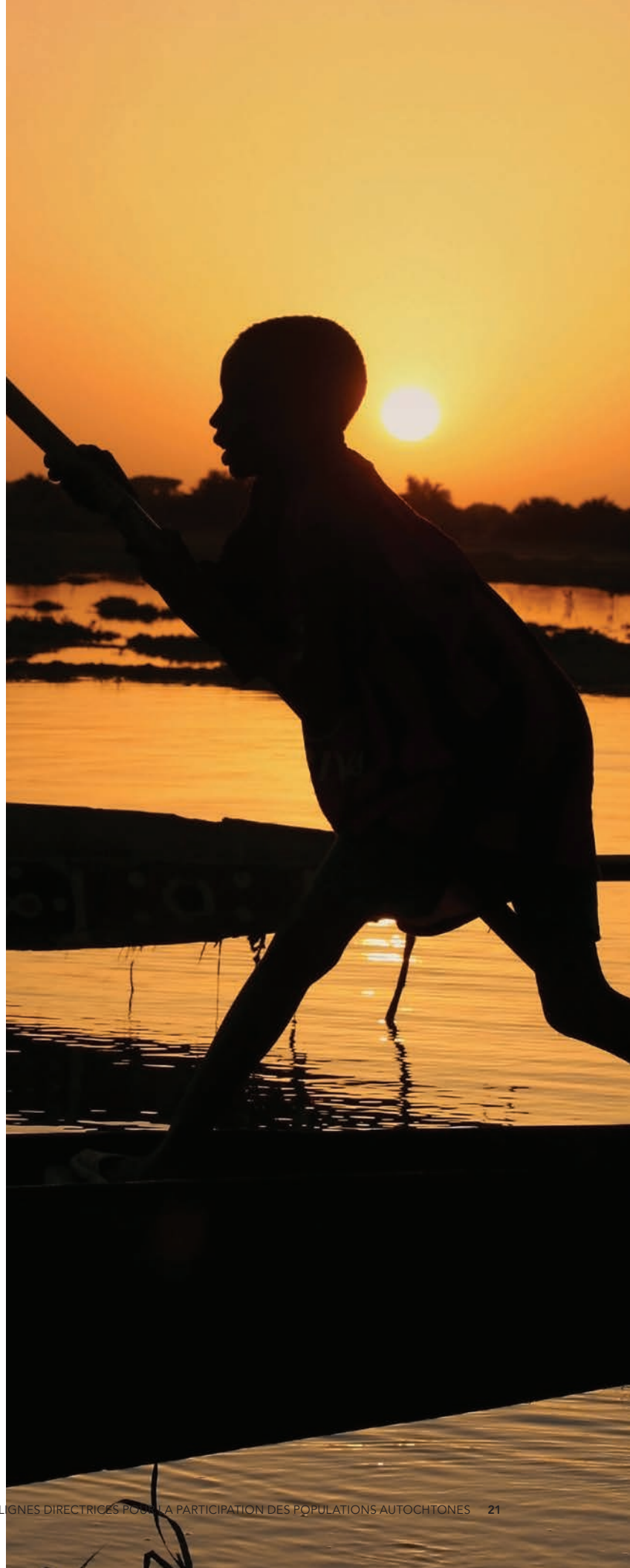
Ce mécanisme de recours aura pour mandat de recevoir les plaintes concernant des violations de principes essentiels contenus dans la politique du FEM relative aux peuples autochtones et y donner suite, en veillant particulièrement à apporter des solutions aux problèmes soulevés, qui soient obtenues par médiation et mutuellement acceptables. Un lien pourrait être établi entre ce mécanisme et le Commissaire au règlement des conflits du Secrétariat du FEM.



## PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS AUTOCHTONES DANS LES STRATÉGIES DES DOMAINES D'INTERVENTION DU FEM

Les stratégies adoptées dans les domaines d'intervention du FEM sont normalement élaborées par des groupes techniques consultatifs. Ces stratégies constituent le cadre général servant à orienter l'affectation des ressources du FEM. À l'heure actuelle, les questions relatives aux peuples autochtones ne sont pas bien intégrées dans les stratégies et les peuples autochtones ne sont représentés dans aucun des groupes techniques consultatifs.

Le FEM devra veiller à intégrer des experts des peuples autochtones dans ces groupes.





# Annexe 1

## Analyse comparée des politiques relatives aux peuples autochtones en place dans les Agences du FEM

Dix organismes ont été étudiés en tenant compte de leur statut d'Agence de mise en œuvre du FEM (Banque mondiale, PNUD et PNUE) ou d'Agence partenaire du FEM. Trois organismes n'ont pas fait l'objet d'une analyse détaillée, car ils n'ont pas de politiques distinctes concernant les peuples autochtones. Il s'agit de la Banque africaine de développement (BAfD), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Parmi ces organismes, le PNUE travaille actuellement à l'élaboration d'une politique distincte sur les peuples autochtones, mais celle-ci reste à finaliser.



Agence	Obligatoire	Mesure de sauvegarde	Promotion	Adoptée	Consentement préalable
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	—	—	—	—	Aucun
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	—	—	—	—	Aucun
Banque africaine de développement	—	—	—	—	Aucun
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Non	Non	Oui	2001	Oui
Banque mondiale* Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Association internationale de développement	Oui	Oui	Oui	2005	Non
Banque interaméricaine de développement	Oui	Oui	Oui	2006	Accord et consentement préalables
Adoption de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones					
Banque européenne pour la reconstruction et le développement	Oui	Oui	Non	2008	Oui
Banque asiatique de développement	Oui	Oui	Oui	2009	Oui, en quelque sorte
Fonds international de développement agricole (FIDA)	Non	Non	Oui	2009	Oui
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Non	Non	Oui	2010	Oui
Société financière internationale (IFC) du Groupe de la Banque mondiale	Oui	Oui	Non	2011 (mis en application depuis 2012)	Oui

\* La Banque mondiale dispose de deux ensembles distincts de mesures de sauvegarde, dont l'un (les Politiques opérationnelles) s'applique aux projets financés par l'entremise des institutions du Groupe de la Banque chargées du financement du secteur public, à savoir la BIRD et l'IDA. Le deuxième, les Normes de performance et les politiques s'y rattachant que sont la Politique de viabilité et la Politique d'accès à l'information, s'applique aux institutions du Groupe de la Banque chargées des opérations avec le secteur privé, à savoir la Société financière internationale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements. Les normes varient considérablement en ce qui concerne les droits et intérêts des peuples autochtones et sont donc évaluées séparément ici.

# PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

<b>Intitulé de la politique :</b> Le PNUD et les peuples autochtones : Une politique d'engagement	<b>Nature :</b> Note d'orientation	<b>Système de traitement des plaintes :</b> Aucun	<b>Système de conformité :</b> Non	<b>Statut :</b> Politique distincte
<b>Ressources en personnel :</b> L'Équipe des OSC au siège du PNUD est résolue à coordonner la production et la diffusion des informations pertinentes ; à renforcer les réseaux et capacités autochtones ; à élargir la participation des peuples autochtones aux dialogues mondiaux ; et à encourager l'intégration des perspectives autochtones à la définition des politiques du PNUD. Par ailleurs, le PNUD a un important rôle à jouer s'agissant de mobiliser les ressources et de promouvoir de nouveaux modes de soutien directs des peuples autochtones par l'aide financière et la coopération technique, tout particulièrement par l'entremise de son Fonds d'affectation spéciale pour la réduction de la pauvreté.		<b>Ressources budgétaires :</b> Pas clair. Inclues dans les frais et coûts ordinaires de gestion des projets.		<b>Liens avec d'autres organismes :</b> Rattachée aux lignes directrices du Groupe de développement des Nations Unies

TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT	
Définition de « peuples autochtones »	<p>Les expressions « peuples autochtones », « minorités ethniques autochtones » et « groupes tribaux » sont utilisées pour décrire des groupes sociaux qui partagent des caractères analogues, c'est-à-dire une identité sociale et culturelle distincte de celle des groupes dominants de la société. Les organes des Nations Unies spécialisés dans les droits de l'homme, l'OIT, la Banque Mondiale et le droit international appliquent quatre critères pour distinguer les peuples autochtones :</p> <p>a) les peuples autochtones vivent ordinairement dans les limites de territoires ancestraux géographiquement distincts (ou maintiennent des liens avec ceux-ci) ; b) ils tendent à conserver des institutions sociales, économiques et politiques distinctes à l'intérieur de leurs territoires ; c) ils aspirent généralement à demeurer distincts sur les plans culturel, géographique et institutionnel plutôt qu'à s'assimiler pleinement à la société nationale ; et d) ils s'identifient eux-mêmes comme autochtones ou tribaux.</p> <p>En dépit de caractères communs, il n'existe pas une seule définition admise des peuples autochtones qui saisisse leur diversité en tant que peuples. L'auto-identification comme autochtones ou tribaux est généralement considérée comme un critère fondamental pour déterminer si des groupes sont autochtones ou tribaux, parfois en conjonction avec d'autres variables telles qu'un « langage parlé », et une « situation ou concentration géographique ».</p>
Droits sur les terres et les ressources	<p><i>Reconnaissance des relations, mais aucune politique répondant à la non reconnaissance des droits sur les terres.</i> 43. Dans l'esprit des résolutions de l'Assemblée générale, le PNUD reconnaît la relation profonde que les peuples autochtones entretiennent avec leur environnement, leur terre et leurs ressources. Les terres des peuples autochtones sont de plus en plus menacées par le développement et l'introduction de nouvelles politiques et lois qui ne reconnaissent pas les droits coutumiers de ces peuples. Le PNUD respecte aussi les moyens d'existence basés sur le pastoralisme, la chasse et la cueillette, ainsi que sur les cultures itinérantes.</p>



## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

<p>Connaissances traditionnelles</p>	<p><i>Un accent particulier est mis sur les risques pesant sur les droits sur les connaissances traditionnelles.</i></p> <p>10. Les peuples autochtones sont souvent incapables de tirer bénéfice de leur atout le plus distinctif, c'est-à-dire leurs connaissances locales, en même temps que celles-ci sont de plus en plus commercialisées par des entreprises internationales à l'abri d'un régime mondial de brevets – l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, connu sous le nom d'Accord TRIPS.</p> <p>11. Connaissances des peuples autochtones... Les cultures autochtones comprennent un héritage de connaissances et d'idées diverses, qui sont une ressource pour le monde entier. Comme le PNUD s'efforce de réaliser le développement humain durable, l'attention s'est portée sur les peuples autochtones en grande partie à cause de leurs pratiques en matière de développement durable. Il en est résulté un intérêt dans la manière de vivre des peuples autochtones, leurs cultures, sciences, gestion de la terre et des ressources, gouvernance, systèmes politique et judiciaire, connaissances et techniques de guérison. Le développement national et international peut gagner à ce que soient reconnus les atouts et les connaissances traditionnelles des peuples autochtones (par exemple, écosystèmes terrestre et marin, médicaments tirés des plantes et des insectes, espèces végétales cultivées, élevage du bétail). En outre, l'existence jusqu'à nos jours des peuples autochtones témoigne de la durabilité et de la viabilité de leurs systèmes de production économique, et de leurs pratiques sociales et modes de gouvernance, qu'il convient de soutenir, élargir et, avant tout, intégrer aux pratiques de développement le plus généralement suivies.</p> <p>18. Quelques constatations indiquent que des projets fondés sur une stratégie de développement formulée par des peuples autochtones et respectueuse des coutumes et valeurs autochtones traditionnelles connaissent généralement le succès... Non seulement les connaissances indigènes sont préservées et développées, mais ce projet offre aussi à la communauté la base de moyens d'existence viables à long terme.</p> <p>19. Les évaluations ont fait ressortir que programmes et projets devraient mettre l'accent sur la constitution de réseaux régionaux, nationaux et locaux qui permettraient d'échanger des expériences et des informations, ainsi que d'exercer auprès des pouvoirs une pression concernant des problèmes qui intéressent les peuples autochtones, comme l'obtention de brevets pour leurs connaissances culturelles. Cela conduit souvent à élargir la prise de conscience, l'intérêt et la compréhension des communautés dans un certain nombre de domaines, tels que la protection des systèmes culturels et des systèmes de connaissances autochtones ; la possibilité de lancer de nouveaux projets et activités ; l'établissement de relations avec le gouvernement et diverses organisations ; enfin, de plus vastes courants d'échange d'informations et la prise de conscience des sources d'information existantes.</p> <p>33. On reconnaît de plus en plus la nécessité de protéger les systèmes de connaissances autochtones. La Convention sur la diversité biologique de 1992 reconnaît la nécessité de protéger les droits de propriété, aussi bien que l'obligation pour les sociétés d'obtenir un consentement préalable informé avant de faire des recherches. Mais la Convention n'est pas juridiquement contraignante à moins d'être transposée dans la législation nationale – et les communautés autochtones reçoivent rarement une attention ou une protection prioritaire aux termes de cette législation.</p> <p>32. Les règles régissant les droits de propriété intellectuelle actuellement en vigueur au niveau mondial ne favorisent pas la participation des peuples autochtones à l'économie nationale ou mondiale. La législation actuelle en matière de brevets, par exemple, ne reconnaît pas les connaissances traditionnelles et les systèmes de propriété traditionnels...</p> <p>34. Le PNUD a un rôle important à jouer s'agissant de favoriser un débat ouvert... Ce débat devrait prendre en considération les droits collectifs aux connaissances et aux ressources, la nécessité d'un consentement préalable informé pour qu'il en soit fait usage – consentement non seulement des gouvernements, mais aussi des communautés autochtones – et la nécessité de faire preuve de transparence concernant les résultats de la recherche. Il faut aussi formuler des directives pour une reconnaissance juridique de la propriété intellectuelle, que recherchent les peuples autochtones et leurs organisations.</p> <p>63. Les projets qui rassemblent et utilisent les connaissances traditionnelles des peuples autochtones doivent inclure des mesures promouvant la reconnaissance de celles-ci en tant que propriété intellectuelle et culturelle, et aussi des mesures prévenant leur diffusion sans un consentement préalable informé de leurs détenteurs. Les femmes autochtones doivent participer à de telles activités, car elles sont en tout premier lieu les gardiennes de ces connaissances et sont souvent les dernières à tirer profit du projet considéré et/ou de tout partage.</p>
<p>Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause</p>	<p>41. Il faut prêter une attention spéciale aux problèmes de réinstallation, surtout à ceux qui comportent une forme quelconque de transfert de populations dont le but ou l'effet est de compromettre les droits des peuples autochtones ; ou qui comportent toute forme d'assimilation ou d'intégration par d'autres cultures ou modes de vie qui leur seraient imposés sans consentement libre et préalable informé.</p> <p>28. En conformité avec des conventions du système des Nations Unies, telles que la Convention 169 de l'OIT, le PNUD encourage et soutient le droit des peuples autochtones à donner librement un consentement préalable informé concernant la planification et la programmation du développement quand ils risquent d'en être affectés.</p>

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Accords sur le partage des avantages	<p>60. Pour les projets faisant intervenir les peuples autochtones et pour tout projet susceptible d'avoir un effet sur [eux], il faut, dans le cadre de toute consultation, s'adresser notamment aux représentants d'OPA locales et régionales, veiller à ce que l'équilibre soit assuré entre les sexes et les générations (personnes âgées et jeunes), et appliquer des méthodes tenant compte de la culture locale et qui permettent aux peuples autochtones d'exprimer leurs vues et préférences. Il est recommandé de prendre en considération les concepts temporels des peuples autochtones, en outre de faire appel à leurs compétences en matière de définition des politiques, de recherche et de formation. Il est utile que les peuples autochtones et leurs organisations, le PNUD et les autres parties prenantes établissent en partenariat la méthodologie d'exécution du projet considéré. Il convient aussi de respecter les perspectives des peuples autochtones en matière de développement et de les intégrer à la planification de ce projet.</p> <p>63. Les projets qui rassemblent et utilisent les connaissances traditionnelles des peuples autochtones doivent inclure des mesures promouvant la reconnaissance de celles-ci en tant que propriété intellectuelle et culturelle, et aussi des mesures prévenant leur diffusion sans un consentement informé préalable de leurs détenteurs. Les femmes autochtones doivent participer à de telles activités, car elles sont en tout premier lieu les gardiennes de ces connaissances et sont souvent les dernières à tirer profit du projet considéré et/ou de tout partage.</p>
Évaluation de l'impact social	<p><i>Aucune référence n'est faite à la nécessité d'associer les peuples autochtones à ces types d'évaluation.</i></p> <p>62. Avant d'exécuter les programmes et projets, il est recommandé d'en évaluer l'impact social et écologique afin de se prémunir contre les effets négatifs que les programmes et projets pourraient avoir sur les peuples autochtones, leurs communautés et moyens d'existence.</p>
Droits à la participation	<p>27. En incorporant le « droit au développement » dans ses activités, le PNUD encourage la pleine participation des peuples autochtones à ses processus de développement et l'intégration des perspectives autochtones dans la planification du développement et la prise de décisions. Ce droit revêt une importance particulière pour les peuples autochtones parce que, dans leur expérience, le développement a généralement été imposé à leurs communautés de l'extérieur, ce qui est souvent à l'origine de violations de leur « droit au développement » du fait des dommages causés à leurs terres ancestrales et à leurs ressources en eau et naturelles.</p> <p>59. Les bureaux de pays du PNUD continueront de réunir une documentation sur les enseignements tirés des interventions intéressant les peuples autochtones et sont encouragés à établir une carte des peuples autochtones et de leurs organisations dans le pays qu'ils desservent, y compris leurs problèmes prioritaires, leurs droits, besoins et désirs. Bases de données nationales sur les peuples autochtones</p> <p>Pour les projets faisant intervenir les peuples autochtones et pour tout projet susceptible d'avoir un effet sur [eux], il faut, dans le cadre de toute consultation, s'adresser notamment aux représentants d'OPA locales et régionales, veiller à ce que l'équilibre soit assuré entre les sexes et les générations (personnes âgées et jeunes), et appliquer des méthodes tenant compte de la culture locale et qui permettent aux peuples autochtones d'exprimer leurs vues et préférences. Il est recommandé de prendre en considération les concepts temporels des peuples autochtones, en outre de faire appel à leurs compétences en matière de définition des politiques, de recherche et de formation. Il est utile que les peuples autochtones et leurs organisations, le PNUD et les autres parties prenantes établissent en partenariat la méthodologie d'exécution du projet considéré. Il convient aussi de respecter les perspectives des peuples autochtones en matière de développement et de les intégrer à la planification de ce projet.</p>
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	<p><i>Reconnaissance de l'autodétermination</i></p> <p><b>Autodétermination.</b> Les peuples autochtones recherchent une assistance afin de faire reconnaître le droit à l'autodétermination tel que défini dans les Pactes internationaux des Nations Unies sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels. En vertu de ce droit, « ils déterminent librement leur statut politique et poursuivent librement leur développement économique, social et culturel ». [...] l'autodétermination ne sera pas interprétée comme autorisant ou encourageant toute action qui porterait atteinte à l'intégrité territoriale ou à l'unité politique d'États souverains et indépendants. (Paragraphe 2)</p>
Autres	<p>Les rapports nationaux sur le développement humain, par exemple, peuvent constituer un outil important de mise au point de données détaillées sur les peuples autochtones, notamment ventilées par sexe.</p> <p>Le suivi effectif des données détaillées des CCA [bilans communs des pays] et des OMD aidera les gouvernements, les partenaires pour le développement et les peuples autochtones, ainsi que leurs organisations, à suivre la situation de celles-ci sur le plan de la pauvreté.</p>



TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT	
Parité hommes-femmes	Comme les femmes autochtones font souvent l'objet d'une triple discrimination (elles sont pauvres, femmes et autochtones), il est capital qu'elles jouent un rôle central dans les processus de prise de décisions aussi bien que dans la conception, la planification, l'exécution et l'évaluation des programmes et projets pertinents. Le PNUD souligne l'importance de donner aux femmes autochtones des moyens d'action et de promouvoir l'égalité des sexes au sein des communautés autochtones. (Paragraphe 61)
Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	Convention 169 de l'OIT CDB — « Mais la Convention n'est pas juridiquement contraignante à moins d'être transposée dans la législation nationale – et les communautés autochtones reçoivent rarement une attention ou une protection prioritaire aux termes de cette législation » (paragraphe 33).
Mécanismes de mise en œuvre	<i>Principalement par le biais des processus ordinaires de planification du PNUD, comme les documents de stratégie de réduction de la pauvreté et d'autres processus menés au niveau national par l'entremise des bureaux de pays. Participation également du Comité consultatif pour les Organisations de la société civile</i> Le PNUD a un rôle à jouer s'agissant d'étudier comment les recommandations du DSRP touchent les peuples autochtones, en particulier les femmes autochtones, par comparaison avec d'autres segments de la population.

## BANQUE MONDIALE

<b>Intitulé de la politique :</b> Politique opérationnelle 4.10 Populations autochtones	<b>Nature :</b> Mesure de sauvegarde obligatoire avec appui proactif possible	<b>Système de traitement des plaintes :</b> Institution : Oui  Projet : Oui	<b>Système de conformité :</b> Oui	<b>Statut :</b> Politique actuellement distincte à appliquer. En cours de révision.
<b>Ressources en personnel :</b> Non indiqué. Un spécialiste des peuples autochtones est en poste au siège.		<b>Ressources budgétaires :</b> Budget compris dans les coûts de la préparation des projets, et non séparé.		

TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE MONDIALE	
Définition de « peuples autochtones »	<p>L'expression « populations autochtones » est employée au sens générique du terme pour désigner un groupe socioculturel vulnérable distinct présentant, à divers degrés, les caractéristiques suivantes : a) les membres du groupe s'identifient comme appartenant à un groupe culturel autochtone distinct, et cette identité est reconnue par d'autres ; b) les membres du groupe sont collectivement attachés à des habitats ou à des territoires ancestraux géographiquement délimités et situés dans la zone du projet, ainsi qu'aux ressources naturelles de ces habitats et territoires ; c) les institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques traditionnelles du groupe sont différentes de celles de la société et de la culture dominantes ; et d) les membres du groupe parlent un langage souvent différent de la langue officielle du pays ou de la région.</p> <p>La présente politique est tout aussi applicable à des groupes ayant perdu « leur ancrage collectif dans des habitats géographiquement circonscrits ou des territoires ancestraux situés dans la zone du projet » (paragraphe 4 (b)) pour cause de départ forcé. La décision de considérer un groupe particulier comme une population autochtone à laquelle la présente politique s'appliquerait peut nécessiter de recourir à un avis technique (voir paragraphe 8).</p>

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE MONDIALE

Droits sur les terres et les ressources	<p>Les populations autochtones entretiennent des liens étroits avec les terres, les forêts, l'eau, la faune, la flore et autres ressources de leur milieu naturel, aussi certaines considérations particulières entrent-elles en ligne de compte lorsqu'un projet a un impact sur ces liens. Dans ce cas, lorsqu'il réalise l'évaluation sociale et prépare le PPA/CPPA, l'emprunteur accorde une attention toute spéciale : a) aux droits coutumiers dont jouissent les populations autochtones, à titre individuel et collectif, sur les terres ou les territoires qui sont la propriété traditionnelle du groupe ou dont l'utilisation ou l'occupation par ledit groupe sont consacrées par la coutume et qui conditionnent l'accès du groupe à des ressources naturelles indispensables au maintien de sa culture et à sa survie ; b) à la nécessité de protéger lesdites terres et ressources contre toute intrusion ou empiètement illégal ; c) aux valeurs culturelles et spirituelles que les populations autochtones attribuent auxdites terres et ressources ; et d) à leurs pratiques de gestion des ressources naturelles et à la viabilité à long terme desdites pratiques. (Paragraphe 16)</p> <p><i>Les pays peuvent demander de l'aide pour :</i> renforcer, en tant que de besoin, la législation nationale pour que les systèmes fonciers coutumiers ou traditionnels des populations autochtones soient officiellement reconnus (paragraphe 22 (a))</p>
Connaissances traditionnelles	<p><i>Uniquement pour protéger l'utilisation des connaissances à des fins commerciales</i></p> <p>Dans le cas d'un projet de mise en valeur des ressources culturelles et des connaissances (pharmacologiques ou artistiques, par exemple) des populations autochtones à des fins commerciales, l'emprunteur s'assure que les communautés affectées sont informées, dans le cadre d'un processus de consultation préalable, libre et fondé sur la communication des informations requises, a) des droits qui leur sont conférés sur lesdites ressources par le droit écrit et le droit coutumier ; b) de la portée et de la nature de la mise en valeur envisagée, ainsi que des parties intéressées par ladite mise en valeur ou associées ; et c) des répercussions que pourrait avoir ladite mise en valeur sur les conditions de vie des populations autochtones, leur environnement et leur utilisation de ces ressources. L'exploitation à des fins commerciales des ressources culturelles et des connaissances des populations autochtones est subordonnée à leur accord préalable de cette mise en valeur. Le PPA doit refléter la nature et le contenu de cet accord et comporter des dispositions permettant aux populations autochtones de bénéficier de l'opération d'une manière culturellement adaptée et de tirer une part équitable des avantages procurés par le projet de mise en valeur à des fins commerciales.</p> <p><i>Les pays peuvent demander de l'aide pour :</i> protéger le savoir autochtone, notamment en renforçant les droits de propriété intellectuelle (paragraphe 22 (h))</p>
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause	<p><i>Aucun, bien qu'il soit exigé d'apporter un soutien global aux communautés</i></p> <p>Au moment de décider s'il convient ou non de donner suite au projet, l'emprunteur s'assure, sur la base de l'évaluation sociale (voir paragraphe 9) et du processus de consultation préalable, libre et fondé sur la communication des informations requises (voir paragraphe 10), que les communautés autochtones affectées soutiennent bien le projet. Si tel est le cas, l'emprunteur prépare un rapport détaillé indiquant : a) les conclusions de l'évaluation sociale ; b) le processus de consultation préalable, libre et fondé sur la communication des informations requises, des populations affectées ; c) les mesures complémentaires, y compris les modifications à apporter à la conception du projet, qui doivent être éventuellement prises pour prévenir les répercussions susceptibles de nuire aux populations autochtones et leur permettre de tirer du projet des avantages adaptés à leur culture ; d) les recommandations pour une consultation préalable, libre et fondée sur la communication des informations requises, et une participation des communautés de populations autochtones pendant la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du projet ; et e) tout accord officiellement conclu avec les communautés autochtones et/ou les (OPA). La Banque s'assure ensuite, par le truchement d'un examen du processus et des résultats de la consultation menée par l'emprunteur, que les communautés de population autochtone soutiennent massivement le projet. Pour ce faire, elle s'appuie tout particulièrement sur l'évaluation sociale et sur le déroulement et les résultats du processus de consultation préalable, libre et fondé sur la communication des informations requises. La Banque n'instruira aucun projet plus avant si elle n'est pas en mesure de constater l'existence d'un tel soutien.</p>
Accords sur le partage des avantages	<p><i>Le partage des avantages est le principal objet des instruments de planification (PPA/CPPA).</i></p> <p>Sur la base de l'évaluation sociale et en concertation avec les communautés autochtones affectées, l'emprunteur prépare un plan en faveur des populations autochtones (PPA) décrivant les mesures à mettre en place pour faire en sorte que : a) les populations autochtones affectées tirent du projet des avantages sociaux et économiques culturellement adaptés ; et b) les répercussions négatives potentielles du projet sur les populations autochtones soient évitées, minimisées, atténuées ou compensées lorsque ces répercussions sont identifiées.</p>



## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE MONDIALE

Évaluation de l'impact social	<p><i>Pas d'exigence d'associer les peuples autochtones</i></p> <p>Si, sur la base de l'examen préalable la Banque conclut que des populations autochtones vivent dans la zone du projet ou y ont des attaches collectives, l'emprunteur entreprend une évaluation sociale pour juger des répercussions positives et négatives du projet sur les populations autochtones et analyser les alternatives au projet susceptibles d'avoir des répercussions importantes. Le type, la portée et le niveau de détail de l'analyse conduite dans le cadre de cette évaluation sociale seront fonction de la nature et de l'ampleur des répercussions positives ou négatives du projet proposé sur les populations autochtones. Pour réaliser cette évaluation sociale, l'emprunteur engage des spécialistes en sciences sociales dont les compétences, l'expérience et les termes de référence sont jugés acceptables par la Banque. (Paragraphe 9)</p>
Droits à la participation	<p>Lorsque le projet considéré a un impact sur les populations autochtones, l'emprunteur engage au préalable un processus de consultation de ces populations, libre et fondée sur la communication des informations requises. Pour ce faire, l'emprunteur : a) établit un cadre approprié intégrant les aspects genre et inter-générationnels qui fournit à l'emprunteur, aux communautés de populations autochtones affectées, aux organisations de populations autochtones (OPA), s'il en est, et à d'autres organisations de la société civile locale identifiées par les communautés autochtones concernées l'occasion de se concerter à chaque étape de la préparation et de l'exécution du projet ; b) recourt à des méthodes de consultation adaptées aux valeurs sociales et culturelles des communautés autochtones affectées ainsi qu'aux réalités locales, et porte une attention particulière, lors de la conception de ces méthodes, aux préoccupations des femmes, des jeunes et des enfants et à leur accès aux opportunités de développement et aux bénéfices qu'elles procurent ; et c) fournit aux communautés autochtones affectées toutes les informations pertinentes relatives au projet (y compris une évaluation des répercussions négatives potentielles du projet sur lesdites populations) d'une manière culturellement adaptée, à chaque stade de la préparation et de l'exécution du projet. (Paragraphe 10)</p>
Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	Aucune
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	<p><i>Aucune référence aux autorités autochtones ou aux structures traditionnelles de gouvernance, ni aux formes traditionnelles ou coutumières de prise de décision, sauf à la note de bas de page 4 :</i></p> <p>Une « consultation des populations autochtones affectées, préalable, libre et fondée sur la communication des informations nécessaires » signifie qu'il faut lancer un processus de décision collective culturellement adapté, qui soit le fruit d'une consultation sérieuse et de bonne foi des intéressés et qui permette à ces derniers de participer en toute connaissance de cause à la préparation et à l'exécution du projet. Ce processus ne confère pas de droit de veto individuel ou collectif.</p>
Parité hommes-femmes	<p>Les projets financés par la Banque sont aussi conçus de manière à assurer que les populations autochtones en retirent des avantages socioéconomiques culturellement adaptés qui profitent à la population féminine comme à la population masculine, et à toutes les générations. (Paragraphe 1)</p> <p><i>Les pays peuvent demander de l'aide pour :</i></p> <p>s'attaquer aux problèmes de genre<sup>19</sup> et inter-générationnels qui se posent au sein des populations autochtones, notamment aux besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des enfants autochtones ; (paragraphe 22 (d))</p>

## BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

<b>Intitulé de la politique :</b> Politique opérationnelle sur les peuples autochtones	<b>Nature :</b> Mesure de sauvegarde obligatoire et engagement à faire	<b>Système de traitement des plaintes :</b> Institution : Oui Projet : Oui	<b>Système de conformité :</b> Oui	<b>Statut :</b> Mesure de sauvegarde obligatoire distincte
<b>Ressources en personnel :</b> Unité chargée des peuples autochtones et du développement communautaire au sein de la Direction du développement durable		<b>Ressources budgétaires :</b> Pas clair. Incluses dans le budget des opérations de la Banque.		
<b>Aspects notables :</b> La politique de la BID comporte deux sections distinctes: l’une sur la « promotion du développement avec l’identité », l’autre sur les mesures de sauvegarde comme celles des politiques adoptées par les autres banques.				

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Définition de « peuples autochtones »	Aux fins de la présente politique, l'expression « peuples autochtones » s'entend de peuples qui remplissent les trois critères ci-après : i) ils sont des descendants de populations qui ont habité l'Amérique latine et les Caraïbes à l'époque de la conquête ou de la colonisation ; ii) quels que soient leur statut juridique ou leur résidence actuelle, ils conservent une partie ou la totalité de leurs propres institutions et pratiques linguistiques, sociales, économiques, politiques et culturelles ; et iii) ils considèrent qu'ils appartiennent à des cultures ou des peuples autochtones ou précoloniaux.
Droits sur les terres et les ressources	Territoires, terres et ressources. Les opérations qui ont une incidence directe ou indirecte sur le statut juridique, la propriété ou la gestion des territoires, des terres ou des ressources naturelles faisant l'objet d'une occupation ou d'une utilisation traditionnelle par les peuples autochtones comportent des garanties spécifiques, en conformité avec le cadre juridique applicable à la protection des écosystèmes et des terres. Certaines des garanties sont : i) le respect des droits reconnus conformément aux normes juridiques applicables ; ii) l'inclusion dans les projets d'extraction de ressources naturelles et de gestion des aires protégées des aspects suivants : 1) des mécanismes de consultation préalable pour préserver l'intégrité physique, culturelle et économique des populations touchées, et la durabilité des aires protégées et des ressources naturelles ; 2) des mécanismes de participation des peuples autochtones à l'utilisation, la gestion et la préservation de ces ressources ; 3) une indemnisation équitable pour tout dommage subi par ces populations du fait du projet, et 4) l'obtention, dans la mesure du possible, des avantages du projet. Lorsque la protection juridique ou administrative ne suffit pas à garantir que le projet ne provoquera pas directement ou indirectement la détérioration de l'intégrité physique ou le statut juridique des terres, territoires ou ressources affectés, le projet comprendra les restrictions pertinentes ou des mesures correctives ou compensatoires. (B, 4.4 (b))
Connaissances traditionnelles	Culture, identité, langue et connaissances traditionnelles autochtones. En reconnaissance de la spécificité socio-culturelle et linguistique des peuples autochtones, les opérations de la Banque comprendront les mesures nécessaires pour protéger ces actifs contre d'éventuels effets néfastes. Dans les projets concernés, une consultation et un processus de négociation fondé sur la bonne foi seront utilisés pour identifier les risques et les effets potentiels, et concevoir et mettre en œuvre des mesures adaptées sur le plan socio-culturel. Dans le cas de la mise en valeur à des fins commerciales des ressources culturelles et connaissances autochtones, la Banque sollicitera le consentement préalable des populations concernées, lequel comporte des mesures de protection de la propriété intellectuelle et des connaissances traditionnelles, ainsi que des dispositions permettant aux peuples autochtones de tirer parti, de manière équitable, de cette mise en valeur à des fins commerciales.
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause	<i>Le plus haut niveau de protection est déclenché non pas par type d'impact, mais par ordre de gravité :</i> Dans les cas d'effets néfastes potentiels particulièrement importants qui présentent un risque élevé pour l'intégrité physique, territoriale ou culturelle des peuples ou groupes autochtones concernés, la Banque exigera et vérifiera en outre que le promoteur du projet démontre qu'il a, au moyen d'un processus de négociation mené de bonne foi, obtenu des accords concernant l'opération, et pris les mesures nécessaires pour faire face aux effets néfastes afin de soutenir, du point de vue de la Banque, la viabilité socio-culturelle de l'opération. (B,4.4, (a), (iii))
Accords sur le partage des avantages	Dans les projets de gestion et d'extraction de ressources naturelles et de gestion des aires protégées, la promotion de mécanismes de consultation appropriés, la participation à la gestion des ressources naturelles et le partage des avantages par les peuples autochtones sur les terres et territoires desquels les projets sont réalisés. (A, 4.3, (f))  Dans le cas de la mise en valeur à des fins commerciales des ressources culturelles et connaissances autochtones, la Banque sollicitera le consentement préalable des populations concernées, lequel comporte des mesures de protection de la propriété intellectuelle et des connaissances traditionnelles, ainsi que des dispositions permettant aux peuples autochtones de tirer parti, de manière équitable, de cette mise en valeur à des fins commerciales. (B, 4.4, (e))
Évaluation de l'impact social	La Banque exigera et s'assurera que le promoteur du projet réalise une évaluation afin de déterminer la gravité des effets néfastes potentiels sur la sécurité physique et alimentaire, les terres, les territoires, les ressources, la société, les droits, l'économie traditionnelle, le mode de vie et l'identité ou l'intégrité culturelle des peuples autochtones, et d'identifier les peuples autochtones concernés, leurs représentants légitimes, et leurs procédures internes de prise de décision. Cette évaluation comprendra des consultations préliminaires avec les peuples autochtones qui pourraient être touchés.
Droits à la participation	La Banque adoptera des mesures de supervision et d'évaluation visant à vérifier que le promoteur du projet applique, d'une manière jugée satisfaisante par la Banque, les mesures convenues pour répondre aux exigences de cette politique en ce qui concerne chaque projet, y compris des mécanismes socio-culturels adaptés à la participation des communautés autochtones touchées au suivi-évaluation de ces mesures.

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	<p><i>Les droits des peuples autochtones sont définis en référence au système international :</i></p> <p>Les droits des peuples autochtones incluent les droits des peuples et individus autochtones, qu'ils émanent de la législation nationale relative aux peuples autochtones, des autres lois nationales pertinentes, des normes internationales applicables en vigueur dans chaque pays, ou des systèmes juridiques autochtones de chaque peuple, ci-après désignés collectivement « les normes juridiques applicables ». Les systèmes juridiques autochtones seront pris en compte selon les règles de leur reconnaissance définies dans la législation de chaque pays. En l'absence de telles règles, ces systèmes seront reconnus lorsqu'ils sont conformes à la législation nationale et ne vont pas à l'encontre des droits fondamentaux définis dans la législation nationale et les normes internationales. (1.2)</p>
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	<p><i>Le préambule souligne ce qui suit :</i></p> <p>Fort de son expérience, la Banque apprécie les besoins, les droits, les exigences et les aspirations des peuples autochtones selon leur propre vision du monde. Par conséquent, la Banque vise à soutenir les processus de développement socio-culturel qui sont adaptés à l'économie et à la gouvernance des peuples autochtones, donnant la priorité à l'intégrité territoriale et culturelle, à une relation harmonieuse avec l'environnement et à la sécurité face à la vulnérabilité, tout en respectant les droits des peuples et des individus autochtones.</p> <p><i>La gouvernance est par ailleurs définie en référence aux systèmes autochtones :</i></p> <p>La gouvernance autochtone s'entend de la portée de la gouvernance par les peuples autochtones qui, au sein de la structure des normes juridiques applicables et des États-nations dont ces peuples font partie, et en accord avec les structures organisationnelles propres aux peuples autochtones, prévoit le contrôle de leur propre développement économique, social et culturel, la gestion interne de leurs propres terres et territoires en reconnaissance de la relation spéciale qui existe entre la terre et l'identité ethnique et culturelle, et la participation effective au gouvernement local, provincial et infranational.</p>
Parité hommes-femmes	Dans le cadre de la promotion du « développement avec l'identité », la BID : soutiendra la participation, le leadership et la protection des femmes, des personnes âgées, des jeunes et des enfants, et la promotion de l'égalité des droits.
Mécanismes de mise en œuvre	<p>Pour les pays dont les peuples autochtones représentent une proportion importante de la population, une grande diversité ou une vulnérabilité importante, la Banque proposera aux gouvernements respectifs des pays concernés, dans le cadre des processus liés aux stratégies et à la programmation pour ces pays, ainsi que des processus liés aux stratégies sectorielles, nationales, sous-régionales et opérationnelles, l'inclusion d'aspects du développement avec l'identité. (Page 7)</p> <p><i>En plus de cette politique opérationnelle, la BID a également adopté une Stratégie de développement pour les peuples autochtones.</i></p>

## BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

<b>Intitulé de la politique :</b> Politique environnementale et sociale : Exigence de performance 7 (EP 7)	<b>Nature :</b> Obligatoire	<b>Système de traitement des plaintes :</b> Institution : Oui  Projet : Oui (paragraphes 26-27)	<b>Système de conformité :</b> Oui/Non	<b>Statut :</b> Politique environnementale et sociale unique avec une section consacrée aux peuples autochtones
<b>Ressources en personnel :</b> [La Banque] s'assure que les ressources humaines sont suffisantes pour superviser les processus d'évaluation et de contrôle environnementaux et sociaux et pour lancer et développer des projets présentant des avantages environnementaux et sociaux. (Paragraphe 48)		<b>Ressources budgétaires :</b> Pour veiller au respect des orientations stratégiques exposées précédemment, la BERD attribue les ressources nécessaires à une mise en œuvre efficace de la présente Politique. (Paragraphe 48)		



## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Définition de « peuples autochtones »	<p>Dans la présente Politique et la présente EP, le terme de peuples autochtones est utilisé dans un sens technique pour désigner un groupe social et culturel minoritaire, distinct des groupes dominants au sein d'une société nationale et présentant à des degrés divers les caractéristiques suivantes : une auto-identification comme groupe culturel ou ethnique autochtone distinct et la reconnaissance de cette identité par d'autres ; un attachement collectif à des habitats géographiquement distincts, à des terres traditionnelles ou à des territoires ancestraux dans la zone du projet ainsi qu'aux ressources naturelles existant à proximité de ces habitats et dans ces territoires ; le fait de descendre d'une population ayant traditionnellement opté pour des stratégies de subsistance ne faisant pas appel à l'emploi salarié, souvent nomade ou transhumante, et dont le statut était régi par ses coutumes ou ses traditions ou par des lois et règlements spéciaux ; des institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques coutumières distinctes de celle de la société ou de la culture dominante ; une langue ou un dialecte distinct, souvent différent de la langue ou du dialecte officiel du pays ou de la région.</p>
Droits sur les terres et les ressources	<p>Les peuples autochtones entretiennent souvent un lien très fort avec leurs terres coutumières et avec la forêt, l'eau, la faune sauvage et les autres ressources naturelles que ces terres abritent. Par conséquent, si ce lien est affecté par le projet, des dispositions spéciales s'appliquent. Bien que parfois ces terres puissent ne pas être la propriété des populations autochtones aux termes de la législation nationale, leur exploitation, notamment leur utilisation saisonnière ou cyclique, par ces communautés à des fins de subsistance ou à des fins culturelles, cérémonielles ou spirituelles définissant l'identité de ces peuples, peut souvent être attestée et documentée. (Paragraphe 32)</p> <p><i>Toutefois, les droits fonciers sont à déterminer en se référant uniquement à la législation nationale</i> Les communautés autochtones affectées sont informées de leurs droits sur ces terres au titre de la législation nationale, notamment de toute loi nationale reconnaissant les utilisations ou les droits coutumiers. (Paragraphe 33)</p>
Connaissances traditionnelles	<p><i>L'un des objectifs de cette politique est de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ respecter et préserver la culture, le savoir et les pratiques des peuples autochtones conformément à leurs souhaits. (Paragraphe 6)</li> </ul> <p><i>Les exigences de cette politique sont purement protectrices, le consentement préalable donné librement et en connaissance de cause étant requis</i> Quand un projet prévoit d'utiliser à des fins commerciales les ressources, connaissances, innovations ou pratiques culturelles de populations autochtones (paragraphe 37)</p>
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause	<p>Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause est requis. La présente EP reconnaît le principe énoncé dans la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, selon lequel le consentement des populations autochtones, donné au préalable, librement et en connaissance de cause, est requis pour les activités des projets décrites aux paragraphes 31 à 37, étant donné la vulnérabilité particulière de ces populations aux impacts négatifs de tels projets. (Paragraphe 4)</p> <p><i>Les catégories particulières prévues dans les paragraphes 31 à 37 sont les suivantes :</i> Impacts sur les terres traditionnelles ou coutumières utilisées (paragraphes 32, 33 et 34) Réinstallation de populations autochtones quittant leurs terroirs traditionnels ou coutumiers (35, 36) Ressources culturelles : « Quand un projet prévoit d'utiliser à des fins commerciales les ressources, connaissances, innovations ou pratiques culturelles de populations autochtones » (paragraphe 37)</p>
Accords sur le partage des avantages	<p>La présente EP considère les peuples autochtones comme des partenaires, qu'elle respecte comme personnes et comme peuples dont les valeurs peuvent grandement contribuer non seulement à leur propre développement, mais aussi au développement socio-économique de leur pays. (Paragraphe 2) ... les questions relatives aux populations autochtones sont souvent complexes. Ainsi, des mesures spéciales s'imposent pour garantir que les hommes et les femmes autochtones ne soient pas lésés par les projets financés par la Banque, mais qu'au contraire ils y participent et en tirent profit. (Paragraphe 3)</p> <p><i>L'un des objectifs est de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ permettre aux populations autochtones de bénéficier des projets d'une façon culturellement adaptée</li> </ul> <p>Pour définir des mesures d'atténuation, de partage des avantages et de soutien au mode de vie coutumier, il convient de s'appuyer sur une approche participative. (EP 7, paragraphe 28)</p>

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

Évaluation de l'impact social	<p><i>Pas d'exigence d'associer les peuples autochtones</i></p> <p>Si le projet n'a pas encore débuté, le client identifie au moyen d'une évaluation sociale toutes les populations autochtones susceptibles d'être concernées, positivement ou négativement, par le projet dans sa zone d'influence ainsi que la nature et l'ampleur des impacts sociaux, culturels (y compris relatifs au patrimoine culturel) et environnementaux anticipés, et les mesures prévues pour (i) éviter ou atténuer les impacts négatifs et (ii) partager les avantages liés au projet. (Paragraphe 17)</p>
Droits à la participation	<p>Le client établit une relation suivie avec les populations autochtones affectées dès que possible au cours du processus de planification du projet et pendant toute sa durée. Le processus de concertation garantit la consultation pertinente des populations, qui facilite leur participation avisée sur les questions les concernant directement, sur les mesures d'atténuation proposées, le partage des avantages et des opportunités du développement, enfin, les questions de mise en œuvre. (Paragraphe 22)</p>
Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	<p><i>La politique fait référence à la DDPA et fait valoir le principe du consentement préalable donné librement et en connaissance de cause (voir ci-dessus)</i></p> <p>La BERD cherche activement, à travers ses investissements, à contribuer à la mise en œuvre efficace des règles et principes pertinents de droit international relatifs à l'environnement, à l'emploi, à la responsabilité des entreprises et à l'accès du public aux informations sur l'environnement. Ces règles et principes figurent dans des instruments comme des traités, des conventions et des accords bilatéraux, régionaux ou multilatéraux, ainsi que dans des instruments non contraignants. La BERD ne finance pas en connaissance de cause des projets qui, à l'issue d'une évaluation, seraient jugés contraires aux obligations d'un pays aux termes de traités et d'accords internationaux en lien avec la protection de l'environnement, les droits humains et le développement durable. (Politique environnementale et sociale, paragraphe 4)</p>
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	<p><i>L'un des objectifs est de :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ reconnaître et respecter le droit coutumier et les coutumes des peuples autochtones et en tenir pleinement compte (paragraphe 6)</li> </ul> <p><i>Le processus de concertation prévoit en particulier les éléments suivants :</i></p> <p>la participation des organes représentatifs des peuples autochtones (par exemple, conseil des anciens ou conseil du village), des organisations de ces peuples ainsi que des autochtones affectés individuellement ; la compréhension et le respect de toute loi coutumière pertinente ; des délais suffisants pour le processus décisionnel collectif des populations autochtones ; une aide aux peuples autochtones pour faciliter l'expression de leur point de vue, de leurs préoccupations et de leurs propositions dans la langue de leur choix, en dehors de toute manipulation, ingérence ou intimidation extérieures et d'une façon adaptée sur le plan culturel. (Paragraphe 25)</p>
Parité hommes-femmes	<p>les peuples autochtones ne parlent pas d'une seule voix ; les consultations et la participation doivent tenir compte de tous, sans distinction d'âge ni de sexe, y compris des groupes exclus (EP 7, paragraphe 25)</p>
Mécanismes de mise en œuvre	<p>Le Conseil consultatif sur les questions environnementales et sociales, dont l'avis est sollicité sur des aspects généraux des politiques à suivre et sur toutes les politiques sectorielles avant leur finalisation. (Paragraphe 51)</p> <p>La BERD se charge en permanence du suivi et de l'évaluation de ses résultats environnementaux et sociaux au regard des objectifs de la présente Politique. Les Exigences de performance sont examinées en permanence et peuvent être modifiées ou actualisées, sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration. En outre, la présente Politique est soumise à l'examen du Conseil d'administration tous les cinq ans. (Paragraphe 52) Le nouveau système de reddition de compte de la BERD, le Mécanisme de traitement des plaintes concernant les projets (PCM), opérationnel depuis mars 2010, a remplacé le Mécanisme de recours indépendant (IRM), qui était en place depuis juillet 2004</p>

## BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

<b>Intitulé de la politique :</b> Déclaration de politique de sauvegarde (section 2 consacrée aux peuples autochtones)	<b>Nature :</b> Mesure de sauvegarde obligatoire plus un certain appui proactif aux peuples autochtones	<b>Système de traitement des plaintes :</b> Projet – OUI  Institution – OUI	<b>Système de conformité :</b> Oui	<b>Statut :</b> Regroupée avec d'autres mesures de sauvegarde obligatoires dans un système unique
<b>Ressources en personnel :</b> La BAD compte au total 48 postes professionnels chargés de l'examen des mesures de sauvegarde, dont 26 postes de spécialiste de l'environnement et 22 postes de spécialiste du développement social.		<b>Ressources budgétaires :</b> « La BAD affectera les ressources appropriées pour assurer la mise en œuvre effective de la Déclaration de politique de sauvegarde (SPS)... La SPS met un accent majeur sur la nécessité d'aider les pays en développement membres à renforcer leurs propres systèmes de sauvegarde et à développer les capacités à les mettre en œuvre. Le développement des capacités se fera de concert avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, à la demande des pays en développement membres. Des ressources d'un montant ciblé de 80 à 100 millions de dollars, à réunir au moyen de la création d'un fonds fiduciaire pour mobiliser des ressources externes, seront recherchées à moyen terme ».		

TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT	
Définition de « peuples autochtones »	<i>Un groupe socioculturel vulnérable distinct présentant, à divers degrés, les caractéristiques suivantes :</i> i) les membres du groupe s'identifient comme appartenant à un groupe culturel autochtone distinct, et cette identité est reconnue par d'autres ; ii) les membres du groupe sont collectivement attachés à des habitats ou à des territoires ancestraux géographiquement délimités et situés dans la zone du projet, ainsi qu'aux ressources naturelles de ces habitats et territoires ; iii) les institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques traditionnelles du groupe sont différentes de celles de la société et de la culture dominantes ; et iv) les membres du groupe parlent un langage distinct, souvent différent de la langue officielle du pays ou de la région. (SPS page 56)
Droits sur les terres et les ressources	Les populations autochtones entretiennent des liens étroits avec les terres, les forêts, l'eau, la faune, la flore et autres ressources de leur milieu naturel, aussi certaines considérations particulières entrent-elles en ligne de compte lorsqu'un projet a un impact sur ces liens. Dans ce cas, lorsqu'il réalise l'évaluation sociale et prépare le PPA, l'emprunteur/le client accorde une attention toute spéciale aux aspects suivants : i) les droits coutumiers dont jouissent les populations autochtones, à titre individuel et collectif, sur les domaines ancestraux, les terres ou les territoires qui sont la propriété traditionnelle du groupe ou dont l'utilisation ou l'occupation par ledit groupe sont consacrées par la coutume et qui conditionnent l'accès du groupe à des ressources naturelles indispensables au maintien de sa culture et son système de survie ; ii) la nécessité de protéger lesdits domaines ancestraux, terres et ressources contre toute intrusion ou empiètement illégal ; iii) les valeurs culturelles et spirituelles que les populations autochtones attribuent auxdites terres et ressources ; iv) leurs pratiques de gestion des ressources naturelles et à la viabilité à long terme desdites pratiques ; et v) la nécessité de réhabiliter les systèmes de subsistance des peuples autochtones qui ont été expulsés de leurs terres.  <i>Une aide peut également être fournie aux peuples autochtones pour :</i> renforcer la législation nationale pour que les systèmes fonciers coutumiers ou traditionnels des populations autochtones soient officiellement reconnus (SPS, paragraphe 7 (i))
Connaissances traditionnelles	<i>Principalement protectrice, requérant un consentement pour l'utilisation des ressources et connaissances culturelles à des fins commerciales (voir ci-dessous). En outre, les processus de planification devraient intégrer les connaissances autochtones :</i> Préparer un Plan pour les peuples autochtones (PPA), fondé sur l'évaluation de l'impact social, avec l'aide d'experts qualifiés et expérimentés s'appuyant sur les connaissances autochtones et la participation des communautés autochtones concernées. (Page 18, principe 6)  <i>Une aide proactive peut également être fournie pour :</i> préserver les connaissances autochtones, notamment en renforçant les droits de propriété intellectuelle (SPS, paragraphe 37 (viii))



## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause	[...] le consentement des peuples autochtones concernés, obtenu à travers des consultations pertinentes, sera confirmé pour les activités suivantes menées dans le cadre des projets : i) mise en valeur à des fins commerciales des ressources et connaissances culturelles des peuples autochtones, ii) réinstallation physique en dehors de leurs terres traditionnelles ou coutumières, et iii) mise en valeur à des fins commerciales des ressources naturelles présentes sur les terres coutumières utilisées qui pourraient affecter les moyens de subsistance ou les usages culturels, cérémoniels ou spirituels qui définissent l'identité et la communauté des peuples autochtones. Aux fins de l'application de la politique, le consentement des communautés autochtones concernées s'entend d'une expression collective desdites communautés, par l'entremise d'individus et/ou de représentants reconnus, d'un large soutien de la communauté aux activités du projet. La communauté dans son ensemble peut soutenir les activités du projet même si certains individus ou groupes s'y opposent. (SPS paragraphe 55)
Accords sur le partage des avantages	... Identifier les avantages sociaux et économiques pour les peuples autochtones concernés, qui soient culturellement adaptés et incluent toutes les générations, et adopter des mesures pour éviter, minimiser et/ou atténuer les impacts négatifs sur les peuples autochtones. (Page 18, principe 2)
Évaluation de l'impact social	Si, sur la base de l'examen préalable, la BAD confirme les effets possibles sur les peuples autochtones, l'emprunteur/le client engagera des experts qualifiés et expérimentés pour réaliser une évaluation d'impact social exhaustive, et si les peuples autochtones sont identifiés, l'emprunteur/le client préparera un PPA parallèlement à l'étude de faisabilité. Les impacts et risques sociaux possibles du projet seront évalués selon les exigences présentées dans le présent document et les lois et réglementations applicables dans les juridictions dont relève le projet et qui traitent des questions des peuples autochtones, y compris les obligations du pays hôte en vertu du droit international. ... L'évaluation de l'impact social identifiera, en tenant compte du genre et en consultation avec les communautés autochtones, les peuples autochtones affectés par le projet et les impacts que le projet envisagé pourrait avoir sur eux.
Droits à la participation	Pour les projets susceptibles d'avoir un impact sur les peuples autochtones, l'emprunteur/le client veillera à consulter les peuples autochtones et à faciliter leur participation avisée aux aspects les concernant directement, tels que les mesures d'atténuation proposées, le partage des avantages et des opportunités découlant du projet, et les mécanismes de mise en œuvre.
Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2007. De nombreux pays de l'Asie et du Pacifique ont voté en faveur de cet instrument non contraignant. La Banque asiatique de développement reconnaît le droit des peuples autochtones à déterminer le cours de leur propre développement. (SPS page 55)  <i>En outre :</i> Les impacts et risques sociaux possibles du projet seront évalués selon les exigences présentées dans le présent document et les lois et réglementations applicables dans les juridictions dont relève le projet et qui traitent des questions des peuples autochtones, y compris les obligations du pays hôte en vertu du droit international.
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	<i>Pas de reconnaissance effective. La définition du consentement ne fait pas référence à l'autonomie dans la prise de décisions :</i> le consentement des communautés autochtones concernées s'entend d'une expression collective desdites communautés, par l'entremise d'individus et/ou de représentants reconnus (SPS, paragraphe 31)
Autres	<i>L'aspect sauvegarde de cette politique est traité non loin d'une section additionnelle « proactive » de la politique destinée à aider les peuples autochtones d'une manière positive :</i> Dans la poursuite de l'objectif consistant à faire profiter les peuples autochtones des avantages, les pays en développement membres peuvent demander à la BAD de les aider dans le cadre de leurs stratégies de planification du développement et de réduction de la pauvreté en leur apportant une assistance financière pour diverses initiatives.
Parité hommes-femmes	<i>L'évaluation de l'impact social, les mécanismes d'examen des plaintes et les processus de consultation et de participation doivent tous être mis en œuvre d'une manière qui tienne compte du genre</i> (page 18, principes 2-3)
Mécanismes de mise en œuvre	L'application de cette politique est obligatoire partout où des peuples autochtones sont identifiés dans des zones d'implantation de projets.

## FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

<b>Intitulé de la politique :</b> Engagement aux côtés des peuples autochtones : Politique (2009)	<b>Nature :</b> Lignes directrices	<b>Système formel de traitement des plaintes :</b> Projet – NON  Institution – NON	<b>Système de conformité :</b> Non	<b>Statut :</b> Lignes directrices distinctes, faisant référence aux directives opérationnelles du FIDA (à actualiser)
<b>Ressources en personnel :</b> La politique fait référence à la nécessité du renforcement des capacités au sein des services du FIDA.  Le Groupe de référence sur les problématiques des peuples autochtones est un groupe interservices supervisé par le Coordonnateur des questions autochtones et tribales.		<b>Ressources budgétaires :</b> Une répartition des coûts de la mise en œuvre de la politique est présentée, mais on ne sait pas exactement si une ligne budgétaire spécifique sera ou a été prévue pour couvrir ces coûts. Dans le détail, ces coûts se composent comme suit : mise en œuvre de la politique (USD 200 000 par an + USD 50 000 de dépenses non récurrentes), analyse et de consultation des peuples autochtones au stade de l'élaboration des COSOP (USD 20 à 25 000), préparation des notes techniques par pays sur les populations autochtones (USD 50 000), forum des peuples autochtones (USD 100 000 par an) ( <i>COSOP = Programme d'options stratégiques pour le pays</i> ).		<b>Liens interinstitutionnels :</b>  Groupe d'appui inter-organisations (IASG), OIT, PNUD & GNUD  CGIAR & CDI également

TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	
Définition de « peuples autochtones »	<p><i>La politique présente une définition pratique de l'expression « peuples autochtones » reposant sur les critères ci-après :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ L'antériorité s'agissant de l'occupation et de l'utilisation d'un territoire donné ;</li> <li>■ Le maintien volontaire d'un particularisme culturel qui peut se manifester par certains aspects de la langue, une organisation sociale, des valeurs religieuses ou spirituelles, des modes de production, des lois ou des institutions ;</li> <li>■ Le sentiment d'appartenance à un groupe, ainsi que la reconnaissance par d'autres groupes ou par les autorités nationales en tant que collectivité distincte ; et</li> <li>■ Le fait d'avoir été soumis, marginalisé, dépossédé, exclus ou victime de discrimination.</li> </ul>
Droits sur les terres et les ressources	<p><i>Les terres, les territoires et les ressources sont reconnus comme un principe d'engagement. Le FIDA encouragera l'accès équitable des populations autochtones aux terres et territoires et améliorera leur sécurité foncière, et ce dans le cadre des dispositifs juridiques et politiques de ses pays emprunteurs, d'une manière conforme à sa Politique concernant l'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière.</i></p> <p><i>Le FIDA se propose de promouvoir l'accès à la terre et aux territoires et d'améliorer la sécurité foncière des peuples autochtones par le renforcement de leurs propres capacités à gérer leurs territoires et leurs ressources d'une manière durable.</i></p> <p><i>La politique fait référence au rapport des populations autochtones à leurs territoires et ressources ancestraux comme aspect central de leur identité, dont ils tirent leur subsistance. En outre le politique reconnaît que l'accès à ces ressources, et leur gestion, sont souvent régis par des régimes de droit coutumier complexes, dont le FIDA doit avoir une bonne connaissance. (4. Principes d'action)</i></p>
Connaissances traditionnelles	<p><i>Dans sa section 4, la politique fait référence aux savoirs autochtones comme l'un de ses principes d'action. La politique stipule que le FIDA : valorisera les savoirs et pratiques autochtones dans ses projets d'investissement. Il tirera également parti de ces richesses en menant des recherches favorables aux pauvres qui associent les savoirs et pratiques traditionnels aux méthodes scientifiques modernes.</i></p> <p><i>S'agissant de l'amélioration des moyens de subsistance, le FIDA : encouragera les partenariats entre les communautés autochtones et les centres nationaux de recherche agricole ainsi que le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCAI).</i></p> <p><i>La politique reconnaît que les savoirs autochtones peuvent également faire progresser la connaissance scientifique. (4. Principes d'action)</i></p>

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Culture	<i>Patrimoine et identité culturels comme atouts.</i> Le FIDA reconnaîtra l'atout que représente leur singularité culturelle, et en tirera parti. Il aidera les communautés à tirer pleinement avantage de leurs savoirs traditionnels, de leur culture, de leur système de gouvernance et de leurs ressources naturelles, qui sont autant d'éléments tangibles et intangibles de leur patrimoine. (4. Principes d'action)
Droits à la participation	<p><i>S'agissant de la promotion de la participation des populations autochtones à des aspects thématiques du mandat du FIDA</i> Le FIDA appuiera la participation des populations autochtones à la définition et à la mise en œuvre des politiques concernant les problèmes liés au changement climatique. (4. Principes d'action)</p> <p><i>S'agissant de la promotion de la participation à la prise de décisions stratégiques au sein du FIDA</i> Engagement international : Création d'un forum des peuples autochtones au FIDA, qui se réunira tous les deux ans, au moment de la tenue du Conseil des gouverneurs (en alternance avec la réunion mondiale du Forum paysan). Ce forum sera une instance de concertation et de consultation entre les représentants des peuples autochtones, le personnel du FIDA et les États membres. Il réunira 20 à 30 représentants des peuples autochtones, y compris des membres du conseil du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et des représentants des communautés autochtones participant à des programmes bénéficiant de l'appui du FIDA. Engagement national : Dans certains pays, le FIDA :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ invitera un ou plusieurs représentants des peuples autochtones à faire partie des membres nationaux de l'équipe gestion du programme de pays (EGPP) ;</li> <li>■ proposera à ses homologues nationaux d'inviter les représentants des peuples autochtones à l'atelier de conception du COSOP. (5. Instruments, procédures et ressources)</li> </ul> <p><i>S'agissant de la promotion de la participation au cycle de projet</i> La politique indique que les communautés autochtones ciblées ou concernées par un projet bénéficiant de l'appui du FIDA seront représentées à tous les stades du cycle du projet. À cet égard, le FIDA invitera normalement des représentants de ces communautés à prendre part à l'EGPP ou à la préparation des projets. Cette participation directe des représentants des communautés contribuera à définir les voies et les méthodes les plus adaptées pour consulter les communautés et assurer leur participation. Elle rendra également plus aisé l'accès à l'information pour les membres de ces communautés qui ne parlent pas la langue nationale. (5. Instruments, procédures et ressources)</p>
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause	Dans sa section 4, la politique considère le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause comme un principe d'action. Ainsi, <i>le Fonds vérifiera si l'emprunteur ou le bénéficiaire du don a consulté les peuples autochtones pour obtenir leur consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause.</i> Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause est considéré comme l'un des critères d'approbation des projets. (4. Principes d'action)
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	Pour ce qui est de la prise en compte du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, la politique indique que <i>Lorsqu'il travaillera avec les États membres dans le cadre de projets ciblant ou concernant des populations autochtones, le FIDA appuiera la participation des communautés autochtones au choix des priorités et des stratégies concernant leur propre développement.</i> (4. Principes d'action)
Accords sur le partage des avantages	Pas de référence explicite au partage des avantages. Le FIDA considère l'accès aux marchés comme l'un de ses principes d'action. À cet égard, le FIDA s'engage à <i>étudier ces possibilités et permettra aux communautés autochtones de valoriser leurs produits et de pénétrer les marchés en en tirant plus de profit.</i> (4. Principes d'action)
Évaluation de l'impact social	<i>L'utilisation des évaluations de l'impact social n'est pas évoquée de manière explicite dans la politique, mais dans le cadre du processus d'obtention du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, le FIDA vérifiera si les projets proposés par les États membres comprennent des mesures visant à :</i> a) éviter les effets négatifs potentiels pour les communautés autochtones; ou b) si de tels effets ne peuvent être évités, les réduire au minimum, les atténuer ou en assurer la compensation. (4. Principes d'action)
Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	<p>Dans la section consacrée à la mise en œuvre, la politique fait référence à la coopération avec le BIT sur des questions concernant les Conventions 107 et 169. En outre, le FIDA contribuera à la mise en œuvre des directives du GNUD chargé d'aider les équipes-pays des Nations Unies à prendre en compte et à intégrer les problématiques des peuples autochtones. (5. Instruments, procédures et ressources)</p> <p><i>Les cadres suivants sont mentionnés dans l'introduction de la politique :</i> Convention 169 de l'OIT, DDPA, Article 8 (j) de la CDB (1988) et APA, Traité international de la FAO sur les ressources phytogénétiques, Comité intergouvernemental de l'OMPI sur la propriété intellectuelle, les savoirs traditionnels, les ressources génétiques et les expressions culturelles et traditionnelles (2001), Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (20 octobre 2005) et de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (octobre 2003). (1. Introduction)</p>



TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE	
Parité hommes-femmes	<p><i>La politique reconnaît trois formes de discrimination dont sont victimes les femmes : en tant que femme dans leur pays, en tant qu'autochtone et en tant que femme au sein de leur propre communauté.</i></p> <p>Le FIDA continuera d'inclure un volet sur la problématique hommes-femmes dans ses programmes, en s'engageant tout particulièrement à améliorer le bien-être des femmes autochtones moyennant : a) l'amélioration de leur accès aux ressources fondamentales que sont la terre, le capital, les savoirs traditionnels et les technologies, ainsi que la maîtrise de ces ressources ; b) l'amélioration de leur représentation et de leur rôle décisionnel dans les affaires communautaires ainsi que de leur présence au sein des institutions locales ; et c) le recours à leur potentiel non utilisé en matière de développement durable, en reconnaissant le rôle qu'elles jouent comme gestionnaires des ressources naturelles et de la biodiversité et comme dépositaires de systèmes de savoirs traditionnels riches et variés. (4. Principes d'action)</p>
Mécanismes de mise en œuvre	<p><i>Le Groupe de référence pour les questions autochtones était chargé d'élaborer la politique. « Le FIDA appliquera ces principes lors de la formulation des stratégies par pays, de la concertation sur les politiques et tout au long du cycle des projets, et actualisera ses directives opérationnelles en conséquence. » En outre, il renforcera le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, créera de nouveaux instruments d'apprentissage et de partage des savoirs et intensifiera la concertation avec les peuples autochtones en établissant un forum des peuples autochtones. » (Instruments, procédures et ressources, paragraphe 37). Une description plus poussée des mécanismes nationaux, régionaux et internationaux de promotion de la participation des peuples autochtones à la programmation et aux projets du FIDA (paragraphe 27 à 43)</i></p>

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Intitulé de la politique : Politique de la FAO concernant les peuples autochtones et tribaux	Nature : Directive, alignée sur la Politique et stratégie de la FAO pour la coopération avec les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile.	Système de traitement des plaintes : Projet – Oui/Non  Institution – Oui/Non	Système de conformité : Non	Statut : Politique institutionnelle distincte
Ressources en personnel : Point focal de la FAO sur les peuples autochtones dans le cadre du groupe Genre, Équité et Emplois ruraux	Ressources budgétaires : Bien qu'elle ne comporte aucune indication particulière concernant les ressources, la politique indique que <i>la FAO s'efforcera dûment d'allouer davantage de ressources aux questions des peuples autochtones dans le futur et envisagera la possibilité de mettre en place un programme plus cohérent susceptible de renforcer les activités menées autour de ces questions et de servir de plateforme pour appeler à un engagement plus fort.</i>		Liens avec d'autres institutions de l'ONU : IASG, PNUAD, référence aux outils de renforcement des capacités de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones	

TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	
Définition de « peuples autochtones »	<p><i>Il est généralement admis, sur le plan international, que les peuples autochtones sont définis par les critères suivants, auxquels la FAO se conformera :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ <i>L'antériorité s'agissant de l'occupation et de l'utilisation d'un territoire donné ;</i></li> <li>■ <i>Le maintien volontaire d'un particularisme culturel qui peut se manifester par certains aspects de la langue, une organisation sociale, des valeurs religieuses ou spirituelles, des modes de production, des lois ou des institutions ;</i></li> <li>■ <i>Le sentiment d'appartenance à un groupe, ainsi que la reconnaissance par d'autres groupes ou par les autorités nationales en tant que collectivité distincte ; et</i></li> <li>■ <i>Le fait d'avoir été soumis, marginalisé, dépossédé, exclu ou victime de discrimination, que cela soit ou non encore le cas.</i></li> </ul> <p>(II. Les peuples autochtones et le développement)</p>

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Droits sur les terres et les ressources	<p>Les droits sur les terres et autres ressources naturelles sont considérés comme l'un des principes fondamentaux de cette politique, qui stipule que <i>les peuples autochtones sont habilités à posséder, utiliser, développer et contrôler les terres, territoires et ressources qui sont les leurs en raison d'une propriété traditionnelle ou d'une autre occupation ou utilisation traditionnelle, ainsi que ceux qu'ils ont acquis par ailleurs</i> (II. Les peuples autochtones et le développement). La politique considère <i>La reconnaissance officielle des droits sur les terres, territoires et autres ressources naturelles</i> comme un domaine de travail prioritaire et intègre les droits collectifs aux terres, territoires et ressources naturelles comme l'un des principes fondamentaux de la politique (III. Raison d'être de cette politique).</p>
Connaissances traditionnelles	<p>La politique reconnaît le rôle des systèmes de subsistance et des connaissances spécialisées et le fait que leur protection non seulement <i>inversera le processus constant d'érosion des cultures autochtones, mais pourrait aussi apporter des solutions inédites à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, la pauvreté et la dégradation de l'environnement</i> (I. Introduction). Elle reconnaît que les pratiques agricoles des peuples autochtones ont déjà démontré une grande facilité d'adaptation et une grande résistance, et jouent un rôle clé <i>dans la domestication, la conservation et l'adaptation des ressources génétiques et de la biodiversité agricole à toutes les échelles (gène, espèce, écosystème et paysage)</i>. Les moyens de subsistance des peuples autochtones <i>intègrent souvent des éléments économiques, environnementaux, sociaux et culturels et ces derniers ont développé des systèmes de connaissances, des technologies et des institutions pour la gestion durable de la biodiversité locale</i> (III. Raison d'être de cette politique). La politique reconnaît le droit collectif aux connaissances traditionnelles comme l'un de ses principes fondamentaux. (II. Les peuples autochtones et le développement).</p> <p>La préservation des compétences traditionnelles et des systèmes de connaissances est reconnue, dans le cadre de l'accès à l'information, comme un domaine de travail prioritaire. (III. Raison d'être de cette politique. Domaines de travail prioritaires)</p> <p>La FAO s'attachera à étudier les systèmes alimentaires et <i>les moyens de subsistance des peuples autochtones des pays où elle mène actuellement des activités</i>. la politique laisse également entendre que l'engagement actif des communautés autochtones concernées pour produire ces connaissances peut générer chez elles un sentiment d'appartenance, et garantir une meilleure adaptation des programmes de développement. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. A.3. Recherche auprès des communautés autochtones)</p> <p>Le Traité international de 2001 sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture reconnaît les contributions apportées par les peuples autochtones et engage les gouvernements nationaux à promouvoir les droits des agriculteurs, y compris la protection de leurs connaissances traditionnelles. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. B.3. Élaboration des normes).</p>
Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause	<p>La politique considère le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause comme un principe et un droit fondamental, indiquant qu'<i>il est impératif que les États et les organisations de tous types et à tous les niveaux obtiennent l'autorisation des populations autochtones avant d'adopter et de mettre en œuvre des projets, des programmes ou de prendre des mesures législatives et administratives susceptibles d'avoir une incidence sur elles. En outre, ce principe met l'accent sur le fait que les peuples autochtones doivent impérativement être inclus dans les processus consultatifs, que les délais requis pour le lancement de ces processus doivent être respectés et que les informations disponibles sur l'incidence probable des activités en question doivent être préalablement diffusées</i>. (III. Raison d'être de cette politique. Domaines de travail prioritaires)</p> <p>Les objectifs de la FAO pour son engagement envers les peuples autochtones font valoir que quand <i>les projets de l'Organisation auront une incidence directe sur les peuples autochtones ou un lien direct avec eux, il s'agira d'appliquer les dispositions de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones relatives au consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause</i> (IV. Les objectifs d'un engagement aux côtés des peuples autochtones).</p> <p>On cherchera à mener une consultation et à obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause lorsque des projets de la FAO associent ou touchent des peuples autochtones. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. B.2 Participation/inclusion)</p>
Accords sur le partage des avantages	<p>Le Traité international de 2001 sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture reconnaît les contributions apportées par les peuples autochtones et engage les gouvernements nationaux à promouvoir les droits des agriculteurs, y compris le partage équitable des avantages. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. B.3. Élaboration des normes).</p>
Évaluation de l'impact social	<p>Pas de disposition particulière concernant l'évaluation de l'impact social, cependant, à la section VI. Les objectifs d'un engagement aux côtés des peuples autochtones, la politique stipule que l'Organisation prendra des mesures pour décourager les entreprises susceptibles d'avoir un impact négatif sur leurs communautés.</p>

## TRAITEMENT DES PRINCIPAUX ASPECTS DE LA POLITIQUE — ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Droits à la participation	<p>Promotion de la participation des peuples autochtones à des programmes</p> <p>La politique énonce les effets positifs d'un engagement actif aux côtés des communautés autochtones (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. A.3. Recherche auprès des communautés autochtones).</p> <p>Participation des peuples autochtones au Comité de la sécurité alimentaire mondiale, aux comités, conférences et conférences régionales de la FAO. L'organe de liaison interne de l'Organisation avec la société civile et du groupe de travail interne sur la coopération avec le secteur privé sont également mentionnés comme cadres de participation. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. B.2 Participation/ inclusion)</p> <p>Le Traité international de 2001 sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture reconnaît les contributions apportées par les peuples autochtones et engage les gouvernements nationaux à promouvoir les droits des agriculteurs, y compris la participation aux processus décisionnels pertinents. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. B.3. Élaboration des normes).</p>
Référence à des cadres internationaux de protection des droits de l'homme	<p><i>Les principes fondamentaux se définissent comme suit :</i> Les cultures des peuples autochtones de la planète sont toutes différentes, mais tous ces peuples ont en commun un certain nombre de valeurs et se sentent également justifiés de réclamer que leur soient reconnus des droits et une autonomie. Ces points communs sont exposés dans les principes et droits fondamentaux suivants, qui ont été énoncés par des représentants des peuples autochtones et se trouvent au cœur de la Déclaration des Nations Unies ainsi que d'autres instruments juridiques et normatifs internationaux. En tant que tels, ils fournissent un cadre international permettant aux organismes des Nations Unies d'orienter leurs travaux. Il est donc indispensable de s'en servir pour toute collaboration avec les peuples autochtones et ils doivent aussi être à la base des travaux de la FAO dans ce domaine.</p> <p>Les objectifs de la FAO pour son engagement envers les peuples autochtones sont énoncés à la lumière de ses compétences et en reconnaissant les droits auxquels ces peuples peuvent prétendre en vertu des lois internationales. (page 15) DDPA, Convention 169 de l'OIT</p>
Appui à l'autogouvernance et à l'autonomie dans la prise de décisions	<p>L'autodétermination et le développement en accord avec l'identité sont reconnus comme des principes fondamentaux de la politique. La politique fait référence aux conceptions différentes de ce que <i>peuvent signifier les mots « pauvreté » et « bien-être »</i>. Selon beaucoup d'entre eux [peuples autochtones], le bien-être est un état pluridimensionnel défini par tout un éventail d'expériences humaines qui comprend le bien-être social, mental, spirituel et culturel. De la même façon, on ne peut pas se référer uniquement à des critères matériels pour définir la pauvreté ; l'on est pauvre non seulement quand on manque de ressources, mais également quand on se trouve dans l'impossibilité de mener le style d'existence auquel l'on aspire. Pour cette raison, les peuples autochtones préconisent une approche holistique du développement et de la sécurité des moyens de subsistance pouvant transcender les modèles uniquement fondés sur des critères économiques conventionnels. En vertu du principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, la politique reconnaît des mesures consultatives légitimes sont propices à un processus de développement autodéterminé. (II. Les peuples autochtones et le développement).</p>
Culture	<p>Les droits culturels constituent l'un des principes fondamentaux de la politique, qui stipule que <i>les peuples et les personnes autochtones ont le droit ne pas être soumis à une assimilation forcée ou à la destruction de leur culture ; en revanche, ils ont le droit de vivre en accord avec les traditions et les coutumes qui définissent leur intégrité et leur mode de vie et se trouvent en conformité avec les principes universels des droits de l'homme</i>. La politique stipule que les initiatives de développement doivent garantir que les particularités contextuelles et les différentes expressions socioculturelles soient bien prises en compte. (II. Les peuples autochtones et le développement).</p>
Parité hommes-femmes	<p>La parité hommes-femmes est l'un des principes fondamentaux de la politique, qui reconnaît que les femmes autochtones <i>sont confrontées de discrimination à plusieurs niveaux en raison de leur sexe, mais aussi de leur origine ethnique</i>. L'Organisation reconnaît les importantes contributions à l'agriculture et à la sécurité alimentaire des ménages et qu'il est donc primordial de promouvoir l'autonomisation économique et sociale des femmes autochtones pour favoriser la réduction de la pauvreté et le développement. (II. Les peuples autochtones et le développement).</p> <p>La politique appelle à accorder une attention particulière à l'inclusion et à la participation des femmes autochtones aux programmes de la FAO. (V. Mécanismes pour l'application de la politique de la FAO concernant les peuples autochtones. B.2 Participation/inclusion).</p>
Mécanismes de mise en œuvre	Des mécanismes différents ont été conçus pour divers programmes.





## MÉCANISMES DE MISE EN ŒUVRE : COMITÉS CONSULTATIFS / FORUMS / PANELS ET FONDS

### Fonds international de développement agricole (FIDA)

Après avoir finalisé sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones (2009), le FIDA a mis sur pied une instance consultative de haut niveau formée de représentants des peuples autochtones qui se réunissent avec le Conseil des gouverneurs et lui donne des avis. Cette mesure s'ajoutait à des cadres de consultation déjà mis en place pendant l'élaboration de la politique. Elle se rattache aussi au Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF), le fonds du FIDA offrant un financement direct aux peuples autochtones, au moyen de la participation des membres du Conseil d'administration de l'IPAF au nouveau Forum, et aux mécanismes d'experts des Nations Unies, à travers la participation de membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones.

« Un forum des peuples autochtones sera créé au FIDA et se réunira tous les deux ans, au moment de la tenue du Conseil des gouverneurs (en alternance avec la réunion mondiale du Forum paysan). Ce forum sera une instance de concertation et de consultation entre les représentants des peuples autochtones, le personnel du FIDA et les États membres. Il réunira 20 à 30 représentants des peuples autochtones, y compris des membres du Conseil du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones et des représentants des communautés autochtones participant à des programmes bénéficiant de l'appui du FIDA. Ce forum améliorera aussi la transparence en assurant la remontée de l'information sur les opérations du FIDA. »



The background image shows the backs of several people wearing traditional Andean clothing. On the left, a person wears a colorful, patterned hat and a pink skirt with a white geometric pattern. In the center, a person wears a white knitted hat and a shawl with vibrant horizontal stripes in red, yellow, green, and blue. On the right, a person wears a grey felt hat and a dark skirt with white geometric patterns. A semi-transparent red box is overlaid on the right side of the image, containing the title and subtitle.

## Annexe 2

Lignes directrices du GNUD  
relatives au consentement  
préalable, donné librement  
et en connaissance de cause

## ASPECTS DU CONSENTEMENT PRÉALABLE, DONNÉ LIBREMENT ET EN CONNAISSANCE DE CAUSE

### QUOI ?

- Libre – suppose l'absence de coercition, d'intimidation ou de manipulation ;
- Préalable – suppose que le consentement a été sollicité suffisamment longtemps avant toute autorisation ou début d'activité et que les délais nécessaires aux processus autochtones de consultation et de recherche d'un consensus ont été respectés ;
- Informé – suppose que l'on dispose des informations qui couvrent (au moins) les aspects ci-après :
  - a. La nature, l'ampleur, l'évolution, la réversibilité et la portée de tout projet ou activité proposée ;
  - b. La (les) raison(s) ou objectif(s) du projet ou de l'activité ;
  - c. Leur durée ;
  - d. La localisation des zones concernées ;
  - e. Une évaluation préliminaire des incidences économiques, sociales, culturelles et environnementales probables, y compris les risques potentiels et le partage juste et équitable des avantages, compte tenu du principe de précaution ;
  - f. Le personnel susceptible de contribuer à l'exécution du projet proposé (y compris les peuples autochtones, le personnel du secteur privé, les instituts de recherche, les fonctionnaires et autres) ;
  - g. Les procédures possibles dans le cadre du projet.

### CONSENTEMENT

La consultation et la participation sont des éléments essentiels du consentement. La consultation doit se faire de bonne foi. Les parties devraient établir un dialogue leur permettant de parvenir à des solutions adaptées dans un climat de respect mutuel et de bonne foi, sur la base d'une participation pleine et équitable. La consultation exige du temps et un système efficace de communication entre les parties intéressées. Les populations autochtones devraient pouvoir participer par l'intermédiaire de leurs propres représentants librement choisis et de leurs institutions coutumières ou autres. L'inclusion d'une approche soucieuse de l'égalité des sexes et la participation des femmes autochtones sont essentielles et, au besoin, la participation des enfants et des jeunes. Ce processus peut prévoir la possibilité d'un consentement différé. Le consentement à tout accord devrait être interprété tel que les peuples autochtones l'ont raisonnablement compris.

### QUAND ?

Tout consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause devrait être demandé suffisamment longtemps avant le début ou l'autorisation des activités, compte tenu des propres processus de prise de décisions des populations autochtones, pour les phases d'évaluation, de planification, d'exécution, de suivi, de bilan et d'achèvement d'un projet.

### QUI ?

Les peuples autochtones devraient signaler les institutions représentatives autorisées à donner le consentement au nom des peuples ou communautés concernées. Les peuples autochtones, les organismes des Nations Unies et les gouvernements devraient veiller à une représentation équilibrée entre les deux sexes et tenir compte des vues des enfants et des jeunes, le cas échéant.

### COMMENT ?

Les informations devraient être précises et présentées de manière accessible et compréhensible, notamment dans une langue que les peuples autochtones pourront pleinement comprendre. La diffusion de ces informations devrait tenir compte des traditions orales des peuples autochtones et de leurs langues.

Lignes directrices du GNUD



A photograph of a man with dark skin and short, curly hair, shirtless, crouching on a sandy beach. He is looking down at his hands, which are holding a small sea turtle. Several other small sea turtles are visible in the shallow water around him. The background shows the ocean and a distant shoreline under a clear sky. The image is used as a background for the title page of a report.

# Annexe 3

Déclaration de Kari-Oca  
des peuples autochtones

## DÉCLARATION DE KARI-OCA

Nous, peuples autochtones, marchons vers l'avenir dans les pas de nos ancêtres.

Le Créateur de tous les êtres vivants, du plus petit au plus grand, des quatre points cardinaux, de l'air, de la terre et des montagnes, nous a placés, nous, peuples autochtones, sur la Terre notre mère.

Les pas de nos ancêtres sont gravés à jamais sur les terres de nos peuples.

Nous, peuples autochtones, défendons notre droit inhérent à l'autodétermination. Nous avons toujours le droit de décider de nos propres formes de gouvernement, d'élever et d'éduquer nos enfants comme nous le souhaitons et d'affirmer notre identité culturelle sans ingérence extérieure.

Nous continuons à défendre nos droits en tant que peuple malgré des siècles de privation, d'assimilation et de génocide.

Nous défendons nos droits inaliénables sur nos terres et nos territoires, sur toutes nos ressources — celles de notre sol et de notre sous-sol — et sur nos eaux. Nous assumons la responsabilité qui est la nôtre depuis toujours de les transmettre aux générations futures.

Personne ne nous fera quitter nos terres. Nous, peuples autochtones, sommes liés à nos terres et à notre environnement par le cercle de la vie.

Nous, peuples autochtones, marchons vers l'avenir dans les pas de nos ancêtres.

Signé à Kari-Oca, Brésil, le 30<sup>e</sup> jour du mois de mai 1992.

Réaffirmé à Bali, Indonésie, le 4<sup>e</sup> jour du mois de juin 2002.

## PHOTOS

Première de couverture	O. Louis Mazzatenta / National Geographic Stock <i>Des danseurs tribaux Dong riant avant une prestation à Bashia, province du Guizhou, Chine.</i>
C2	Antonio V. Oquias / Shutterstock.com <i>Rizières en terrasses à Hapao, au nord de Manille, Philippines</i>
4	uros / Shutterstock.com <i>Des membres d'un groupe ethnique africain posent pour un portrait sur cette photo non datée prise au Malawi.</i>
7	Helio & Van Ingen, Cyril Ruoso
8	Bryan Busovicki / Shutterstock.com <i>Fille péruvienne vêtue d'habits traditionnels en compagnie d'un oiseau et d'un lama sur des ruines à Cusco, Pérou.</i>
10	Steve Estvanik / Shutterstock.com <i>Indienne quechua tissant des rubans à Cusco, Pérou, Amérique du Sud</i>
16	Yosef Hadar / Photothèque de la Banque mondiale <i>Troupeau de moutons en Turquie.</i>
17	Elena Yakusheva / Shutterstock.com <i>Pêcheurs sur l'eau.</i>
21	Henk Paul / Shutterstock.com <i>Un garçon sur une pirogue, sur le fleuve Niger, au coucher du soleil.</i>
22	Kobby Dagan / Shutterstock.com <i>Un participant se relaxant au festival annuel « Patria Gaucha » le 7 mars 2009 à Tacuarembó. Il s'agit de l'un des plus grands festivals en Amérique du Sud célébrant la culture gaucho.</i>
41	shutterstock.com <i>Colibri perché sur une branche.</i>
42	shutterstock.com <i>Des femmes et un enfant du Pérou.</i>
44	Helio & Van Ingen, Cyril Ruoso <i>Un homme des îles Bijagos relâche de jeunes tortues qui risquent d'être des proies pour des oiseaux.</i>



## LE FEM EN BREF

Le Fonds pour l'environnement mondial réunit près de 182 pays, en partenariat avec des institutions internationales, des organisations non gouvernementales et le secteur privé, pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial. Organisation financière indépendante, le FEM fournit des aides financières aux pays en développement ou en transition au titre de projets liés à la biodiversité, aux changements climatiques, aux eaux internationales, à la dégradation des sols, à la couche d'ozone et aux polluants organiques persistants. Ces projets ont des effets positifs pour l'environnement mondial, servant de trait d'union entre les enjeux environnementaux locaux, nationaux et mondiaux, et promouvant des moyens d'existence viables.

Créé en 1991, le FEM est aujourd'hui la première source de financement des projets d'amélioration de l'état environnemental du globe. Il a accordé des aides à hauteur de 9,2 milliards de dollars sur ses fonds propres et mobilisé plus de 40 milliards de dollars de cofinancement à l'appui de plus de 2 700 projets réalisés dans plus de 165 pays en développement ou en transition. Dans le cadre de son programme de microfinancements, il a également accordé plus de 12 000 financements sans intermédiaire à des organisations non gouvernementales et à des organismes de proximité.

Le partenariat du FEM réunit 10 Agences : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), et le Fonds international de développement agricole (FIDA). Le Groupe consultatif pour la science et la technologie (STAP) contrôle la qualité technique et scientifique des politiques et projets du FEM.

Date de production : Octobre 2012

Maquette : Patricia Hord.Graphik Design

Impression : Professional Graphics Printing Co.

[www.theGEF.org](http://www.theGEF.org)